



LEGS

Outil contre la sécheresse

Outil de préparation, de planification et d'intervention sur la base de LEGS pour une meilleure résilience dans les zones arides de la Corne de l'Afrique



Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS)

Mars 2018

REMERCIEMENTS

Cet Outil de lutte contre la sécheresse a été commandité par le Projet LEGS et rédigé par Adrian Cullis, sur la base des résultats d'un atelier sur la sécheresse qui s'est déroulé à Nairobi, au Kenya, les 20 et 21 novembre 2017. L'atelier et l'outil ont été financés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont uniquement celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue et les politiques de la FAO.

Le Projet LEGS est un projet indépendant sous l'égide de Vetwork Royaume-Uni et supervisé par un groupe de pilotage multi-agences, qui fournit des normes et lignes directrices internationales afin de soutenir des interventions rapides et appropriées pour l'aide d'urgence à l'élevage. Pour obtenir un complément d'information sur le manuel LEGS et les autres activités du Projet LEGS, consulter le site web : www.livestock-emergency.net.

Crédit photo - Couverture avant : VSF Suisse/Tom Martin. Quatrième de couverture : Kelley Lynch.
Pages intérieures : Dawit Abebe, Guido Govoni, Kelley Lynch et FAO Éthiopie.

Conçu par Designworks - www.thedesignworks.co.uk

Citation recommandée

Le Projet LEGS (2018) *Outil contre la sécheresse de LEGS : Outil de préparation, de planification et d'intervention sur la base de LEGS pour une meilleure résilience dans les zones arides de la Corne de l'Afrique*. Préparé par Adrian Cullis pour le Projet LEGS/Vetwork UK. Wivenhoe, Royaume-Uni.

© Le Projet LEGS 2018

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	6
2. CONTEXTE	7
2.1 Récentes sécheresses dans la Corne de l’Afrique	7
2.2 Les coûts de la sécheresse	9
2.3 LEGS : typologie des sécheresses, objectifs et normes	10
2.4 Modèle de gestion du cycle de sécheresse	14
3. LES PHASES DU MODÈLE GCS ET LES INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LEGS	15
3.1 Phase normale du modèle GCS – Interventions de LEGS	15
3.2 Phase d’alerte du modèle GCS - Interventions de LEGS	19
3.3 Phase d’alarme du modèle GCS – Interventions de LEGS	22
3.4 Phase d’urgence du modèle GCS – Interventions de LEGS	28
3.5 Phase de relèvement du modèle GCS – Interventions de LEGS	30
4. DÉFIS POLITIQUES	33
4.1 Intégration du modèle GCS et de LEGS	33
4.2 Équipes de coordination	33
4.3 Financement précoce et souple	34
4.4 Soutenir à la fois la mobilité et la sédentarisation	34
Références	36

ANNEXE I : APERÇU DE L’OUTIL CONTRE LA SÉCHERESSE - RÉSUMÉ DES INTERVENTIONS LEGS PRÉCONISÉES DURANT LE CYCLE GCS	38
--	----

Figures et tableaux

Figure 1 : Frise annotée des différentes sécheresses dans la Corne de l’Afrique de 1999-2000 à 2017	8
Figure 2 : Typologie des sécheresses selon LEGS	10
Figure 3 : Normes essentielles de LEGS avec annotations pour la gestion de la sécheresse	12
Figure 4 : Modèle de gestion du cycle de sécheresse (GCS)	14
Tableau 1 : Interventions préconisées durant la phase normale – modèle GCS	18
Tableau 2 : Interventions préconisées durant la phase d’alerte – modèle GCS	22
Tableau 3 : Interventions préconisées durant la phase d’alarme – modèle GCS	27
Tableau 4 : Interventions préconisées durant la phase d’urgence – modèle GCS	29
Tableau 5 : Interventions préconisées durant la phase de relèvement – modèle GCS	32

SIGLES ET ACRONYMES

ACSA	Agent communautaire de santé animale
ALRMP	Arid Land Resource Management Project in Kenya (Projet de gestion des ressources des terres arides au Kenya)
CdA	Corne de l'Afrique
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DOI	Dipôle de l'océan Indien
DPN	Document de programmation nationale
DRM ATF	Disaster Risk Management – Agriculture Task Force (Groupe spécial sur l'agriculture pour la Gestion des risques de catastrophe) Éthiopie
EAH	Eau, assainissement et hygiène
EHCT	Humanitarian Country Team (Équipe humanitaire nationale) pour l'Éthiopie
EIP	Évaluation d'impact participative
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GCS	Gestion du cycle de sécheresse (modèle de)
GPP	Gestion participative des pâturages
GPS	Global Positioning System (Système de positionnement universel)
GRC	Gestion des risques de catastrophe
ICPALD IGAD	Centre for Pastoral Areas and Livestock Development (Centre de l'IGAD pour le développement de l'élevage et les zones pastorales)
IDDRSI IGAD	Drought Disaster Resilience Sustainability Initiative (Initiative de l'IGAD sur la résilience à la sécheresse et sa durabilité)
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ILRI	Institut international de recherches sur l'élevage
IPC	Integrated Food Security Phase Classification (Cadre intégré de classification des phases de la sécurité alimentaire)
LEGS	Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage
MAG	Malnutrition aiguë globale
MAGr	Malnutrition aiguë grave
NDMA	National Drought Management Authority (Autorité nationale de gestion de la sécheresse), Kenya
NDRMC	National Disaster Risk Management Commission (Commission nationale pour la gestion des risques de catastrophe), Éthiopie
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PDNA	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
PPCB	Pleuropneumonie contagieuse bovine
PPCC	Pleuropneumonie contagieuse caprine
PPR	Peste des petits ruminants
PSNP	Productive Safety Net Programme (Programme de protection sociale fondé sur les activités productives) mis en œuvre en Éthiopie
PVP	Pharmacie vétérinaire privée
RRC	Réduction des risques de catastrophe
SAG	Strategic Advisory Group to the DRM ATF in Ethiopia (Groupe consultatif stratégique auprès du DRM ATF en Éthiopie)
SAP	Systemes d'alerte précoce
VSF	Vétérinaires Sans Frontières

I. INTRODUCTION

Cet Outil de LEGS contre la sécheresse a été mis au point pour aider à renforcer la résilience en période de sécheresse pour les pasteurs et autres éleveurs dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches de la Corne de l'Afrique (CdA). L'Outil de lutte contre la sécheresse est en grande partie le produit d'un atelier sur la sécheresse organisé par le Projet Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS) qui a été financé et accueilli par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Nairobi au Kenya en novembre 2017.

L'atelier sur la sécheresse a rassemblé des spécialistes de la sécheresse venus de l'Éthiopie, du Kenya et de la Somalie : pour identifier et développer un « outil contre la sécheresse » de préparation, planification et gestion fondé sur LEGS qui permette de renforcer la résilience au niveau local et à l'échelle des systèmes et de réduire le niveau d'aide internationale au développement requise durant les sécheresses locales et régionales. Suite à l'atelier, les discussions, les conclusions et les recommandations ont été compilées pour rédiger cet outil de lutte contre la sécheresse, qui est structuré autour des différentes phases du modèle de Gestion du cycle de sécheresse (GCS).

Une version provisoire de l'Outil de lutte contre la sécheresse a été distribuée aux participants à l'atelier et à des spécialistes des zones arides triés sur le volet pour recueillir leurs commentaires. L'Outil est donc éclairé par le savoir cumulé de plus de 20 experts des zones arides, mais les intéressés seraient les premiers à souligner que chaque sécheresse est unique. Chacune donne lieu à de nouvelles opportunités d'apprentissage pour une meilleure planification, préparation et intervention - et l'on peut s'attendre à ce que l'Outil nécessite des mises à jour régulières à la lumière des nouveaux raisonnements et des bonnes pratiques fondées sur la preuve.

L'Outil de lutte contre la sécheresse est structuré comme suit : la section sur le contexte donne un aperçu des récentes sécheresses dans la Corne de l'Afrique, se penche sur les coûts de la sécheresse et présente les normes essentielles de LEGS et le modèle de Gestion du cycle de sécheresse. La section principale, fondée sur des notes d'orientation recueillies durant l'atelier sur la sécheresse, présente les bonnes pratiques fondées sur la preuve pour les interventions en matière d'élevage lors des sécheresses, conformément aux différentes phases du modèle de GCS. La dernière section identifie ensuite certaines des questions politiques auxquelles il faut répondre pour améliorer les résultats des interventions d'aide d'urgence à l'élevage en cas de sécheresse dans la Corne de l'Afrique. L'Annexe I renferme un « Aperçu de l'Outil contre la sécheresse », qui récapitule les recommandations clés pour chaque phase du modèle GCS.



2. CONTEXTE

2.1 Récentes sécheresses dans la Corne de l'Afrique

Les aînés des communautés pastorales s'appuient sur des récits oraux pour donner les détails de sécheresses qui remontent au XIX^e siècle et sur leur propre expérience pour les sécheresses plus récentes. Les participants à l'atelier sur la sécheresse ont fourni une frise d'informations sur les sécheresses dans la Corne de l'Afrique depuis 2000, voir la Figure 1.

La frise suggère une hausse de la fréquence des sécheresses dans la région de la Corne de l'Afrique et elle met aussi en exergue des différences concernant la climatologie, les zones affectées, la durée et la gravité. Par exemple, les années de sécheresse de 1999-2001, 2005-2006, 2008 et 2010-2011 ont été provoquées par des épisodes La Niña¹ d'une intensité variable qui ont principalement touché les zones arides pastorales du sud de l'Éthiopie, du nord du Kenya ainsi que du centre et du sud de la Somalie. En revanche, les années de sécheresse de 2002-2003 et 2015-2016 ont été causées par de puissants phénomènes El Niño², et elles ont principalement affecté les hauts plateaux du centre et du nord de l'Éthiopie et le centre du Kenya. La sécheresse ayant frappé les zones pastorales en 2017 trouve ses origines dans un épisode du dipôle de l'océan Indien (DOI)³ qui a déclenché une piètre saison des pluies en 2016 et s'est poursuivi tout au long de 2017, y compris les récentes pluies automnales dans certaines régions⁴. Les sécheresses diffèrent aussi en sévérité, certaines étant prolongées et intenses alors que d'autres sont plus courtes et moins sévères. Depuis 2000, au rang des sécheresses particulièrement graves figurent les sécheresses provoquées par un phénomène El Niño de 2002-2003 et 2015-2016, la sécheresse La Niña de 2010-2011, ainsi que la sécheresse récente et dans certains endroits toujours en cours de 2016-2017.

Les approches en matière de sécheresse ont considérablement évolué au cours des 20 dernières années. La Figure 1 met en exergue les développements dans la gestion et les interventions en la matière, y compris les systèmes d'alerte précoce (SAP), les structures de coordination et la création de nouvelles agences de gestion des risques de catastrophe/sécheresse. De nouvelles approches en matière de gestion améliorée des risques de sécheresse ont aussi été testées et introduites, y compris l'assurance du bétail, les transferts monétaires, les dispositifs de protection sociale, la résilience et LEGS. Il y a également eu des progrès significatifs dans le leadership des gouvernements ou le financement public.

1 La Niña est la phase positive de l'Oscillation australe El Niño – plus communément appelée ENSO – et elle est associée à des températures à la surface de l'eau plus basses que la moyenne dans le centre et l'est de l'océan Pacifique tropical. Ces températures plus froides impulsent des systèmes météorologiques qui donnent généralement lieu à des sécheresses dans les zones pastorales de la Corne de l'Afrique. Wikipedia, consulté en décembre 2017 – https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Niña

2 El Niño est la phase chaude de l'Oscillation australe El Niño qui est associée à une bande d'eau océanique chaude qui se forme au large de la côte Pacifique de l'Amérique du Sud. Le cycle ENSO, tant pour El Niño que La Niña, provoque des changements mondiaux des températures et des précipitations. Wikipedia, consulté en décembre 2017 – https://fr.wikipedia.org/wiki/El_Niño

3 Le dipôle de l'océan Indien (DOI), également connu sous l'appellation Niño indien, est une oscillation irrégulière des températures à la surface de la mer dans laquelle l'océan Indien occidental devient d'abord plus chaud puis plus froid que la partie orientale de l'océan.

4 Certains pasteurs de la région sont confrontés à leur quatrième saison consécutive de pluies médiocres, ce qui, pour eux, fait de cette sécheresse une sécheresse chronique et l'une des plus sévères observées ces derniers temps.

Figure 1 : Frise annotée des différentes sécheresses dans la Corne de l'Afrique de 1999-2000 à 2017

Année	Gravité* et impact	Intervention et acquis
1999-2001 La Niña	<ul style="list-style-type: none"> Classée 3,5 dans les zones pastorales de la CdA 98 000 personnes et des centaines de milliers de bêtes trouvent la mort en Somalie Très forts taux de MAGr (malnutrition aiguë grave) et de MAG (malnutrition aiguë globale) chez les enfants dans le nord-est du Kenya 	<ul style="list-style-type: none"> Le coût de l'intervention à travers la CdA a été significatif – aide alimentaire, argent contre travail, ravitaillement en eau par camion, vaccins du bétail, aide aux semences Organes de coordination mis en place au Kenya
2002-2003 El Niño	<ul style="list-style-type: none"> Classée 4,5 dans les hauts plateaux de l'Éthiopie – 12,5 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire Classée 2,5 dans les zones pastorales de la CdA La sécheresse a été aggravée par des maladies du bétail et par une interdiction frappant les exportations au Moyen-Orient 	<ul style="list-style-type: none"> Intervention dominée par l'aide alimentaire Peu d'accent mis sur l'élevage A donné lieu au lancement du Programme de protection sociale fondé sur les activités productives (PSNP)
2005-2006 La Niña	<ul style="list-style-type: none"> Classée 4 dans les zones pastorales de la CdA car la sécheresse s'est alliée au conflit et a bridé l'accès humanitaire Mortalité humaine, y compris celle due au conflit Taux élevé de MAGr et MAG Très forte pénurie d'eau Mortalité du bétail 	<ul style="list-style-type: none"> Aide alimentaire et transferts monétaires Essais pilotes du Cadre intégré de classification des phases de la sécurité alimentaire (IPC) Système d'alerte précoce (SAP) démarré en Éthiopie par Save the Children PSNP pilote dans les zones pastorales Modificateur de crise+ piloté avec des interventions d'urgence liées à l'élevage Coordination améliorée - ALRMP au Kenya et DRM ATF en Éthiopie
2008 La Niña	<ul style="list-style-type: none"> Classée 2 dans les zones pastorales de l'Éthiopie Gravité exacerbée par les maladies du bétail – fièvre aphteuse, PPCB/PPCC, variole ovine/caprine, PPR 	<ul style="list-style-type: none"> Bonnes informations SAP Aide alimentaire Interventions d'aide d'urgence à l'élevage Système d'assurance du bétail piloté par l'ILRI Transferts inconditionnels de fonds Recherche sur le lait (Milk Matters) PSNP lancé dans les zones pastorales Meilleure coordination
2010-2011 La Niña	<ul style="list-style-type: none"> Classée 5 dans toutes les zones pastorales de la CdA Un nombre colossal de bêtes a été conduit d'un pays à l'autre pour tenter d'éviter la sécheresse Famine en Somalie Conflit – accès limité par la lutte contre le terrorisme dans certaines régions Mortalité massive du bétail Les maladies du bétail ont augmenté les pertes animales 	<ul style="list-style-type: none"> Bonnes informations SAP Transferts monétaires mobiles – mis en œuvre par de grands consortiums Grande intervention en matière d'EAH Intervention massive en faveur de l'élevage – vaccination (peut-être trop tard), déstockage et supplémentation des rations animales Restockage après la sécheresse La diaspora a apporté une contribution significative Accélération de l'IPC Lancement de l'Initiative de l'IGAD sur la résilience à la sécheresse et sa durabilité (IDDRSI) Création de l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA) au Kenya Le gouvernement du Kenya contribue sensiblement à l'intervention Apparition du concept de résilience Des organes de gestion de la sécheresse améliorent les niveaux de coordination
2015-2016 El Niño	<ul style="list-style-type: none"> Non classée comme étant particulièrement grave dans les zones pastorales de la Somalie et du nord du Kenya Classée 3,5 dans les zones pastorales du nord-est de l'Éthiopie – la région d'Afar et le nord de la Somalie et certains points du Somaliland Classée 5 dans les hauts plateaux du centre et du nord de l'Éthiopie Plus de 20 millions de personnes ont eu besoin d'une assistance alimentaire Importantes pertes de bétail dans les zones pastorales septentrionales 	<ul style="list-style-type: none"> Excellentes informations SAP – mais intervention retardée, en particulier dans les hauts plateaux de l'Éthiopie Le gouvernement de l'Éthiopie a joué un rôle notable dans le financement de l'intervention Intervention portant sur l'apport de semences en situation d'urgence Intervention limitée d'aide d'urgence à l'élevage
2016-2017 Déclenchée par le dipôle de l'océan Indien	<ul style="list-style-type: none"> Classée 5 dans toutes les zones pastorales de la CdA Un nombre massif de bêtes ont été conduites hors des zones affectées par la sécheresse, mais les pertes ont été colossales malgré tout Le conflit en Éthiopie et au Kenya donne lieu à un déplacement du bétail et des populations Pertes colossales de bêtes 	<ul style="list-style-type: none"> Bonnes informations SAP Interventions d'aide d'urgence à l'élevage mais d'une ampleur limitée La cellule de gestion des risques de catastrophe et de la sécurité alimentaire du ministère de l'Agriculture devient la Commission nationale de gestion des risques de catastrophe (NDRMC) en Éthiopie, sous la responsabilité du cabinet du Premier Ministre

* Classement en fonction de la gravité : de 1 à 5, 5 indiquant l'épisode le plus grave

+ Modificateur de crise : mécanisme qui permet d'utiliser le financement du développement pour une action précoce et une intervention rapide en réponse à de nouveaux besoins humanitaires

2.2 Les coûts de la sécheresse

Le relèvement suite à la sécheresse, et plus précisément la reconstitution du cheptel/troupeau affecté par la sécheresse, reflète la gravité de l'épisode de sécheresse – plus la sécheresse est grave, plus la reconstitution prend du temps. Il peut falloir jusqu'à 5 ans pour reconstituer un troupeau de moutons ou de chèvres et jusqu'à 7 ans pour un troupeau de bovins après une sécheresse grave, or une autre sécheresse peut avoir frappé entre-temps. Lorsque les ménages pastoraux sont affectés par une deuxième sécheresse avant d'avoir pleinement reconstitué leurs troupeaux, on peut s'attendre à ce que les pertes augmentent car le ménage sera généralement moins résilient. Si ce cycle se répète deux fois ou plus, il se peut que le ménage ne parvienne pas à reconstituer son troupeau et qu'il soit finalement évincé du système de production pastorale. Dans un tel cas, les ménages tendent à s'installer dans ou à proximité des centres de négoce ou des bourgades que l'on voit fleurir en nombres croissants dans les zones arides pastorales de la région, où ils peuvent mieux avoir accès à l'assistance alimentaire et à un emploi occasionnel.

Le manuel LEGS comprend une analyse d'impact de la sécheresse pastorale de 2000-2001, dans laquelle on estime que 2 millions de moutons et de chèvres, 900 000 bovins et 14 000 chameaux ont trouvé la mort au Kenya – ce qui représente 30 pour cent du petit bétail et des bovins et 18 pour cent du cheptel de camélidés. Le manuel met aussi en exergue les impacts non liés à l'élevage, y compris la séparation des familles, l'endommagement des réseaux sociaux qui assurent une protection sociale aux pasteurs et, finalement, la destitution de nombre de ménages (LEGS, 2014⁵). Après la sécheresse de 2008-2011, une évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) dans le nord du Kenya a estimé le coût – y compris la perte d'actifs physiques et durables et les pertes futures pour l'économie – à plus de 12 milliards de dollars US, dont les pertes de bétail représentaient plus de 65 pour cent (République du Kenya, 2012). Inévitablement, ce sont les pasteurs qui ont payé le plus lourd tribut.

La sécheresse provoquée par un épisode La Niña en 2010-2011 dans les régions pastorales de la Corne de l'Afrique a été l'une des plus graves de ces dernières années, avec des images de femmes et d'enfants somalis affectés par la sécheresse et par la faim qui ont fait le tour du monde. À la fin de 2011, il était estimé que 250 000 femmes et enfants étaient morts de faim et de maladies associées en Somalie. L'ampleur des pertes a été telle que les États membres de l'IGAD, ainsi que leurs partenaires



5 Source des données de l'étude de cas Aklilu, Y. et Wekesa, M. (2002) Drought, Livestock and Livelihoods: Lessons from the 1999-2001 Emergency Response in the Pastoral Sector in Kenya, Humanitarian Practice Network Paper No. 40. Overseas Development Institute (ODI), Londres. <<https://odihpn.org/resources/drought-livestock-and-livelihoods-lessons-from-the-1999-2001-emergency-response-in-the-pastoral-sector-in-kenya>>

de développement international, sont convenus de « faire les choses différemment », et plus précisément de « mettre fin aux catastrophes dues à la sécheresse ». Chaque État membre de l'IGAD a ensuite compilé un Document de programmation nationale (DPN) sur une Initiative de résilience à la sécheresse et sa durabilité (IDDRSI) – qui identifiait les priorités nationales d'investissements en matière de gestion de la sécheresse. Reconnaisant la nature transfrontalière de nombreuses sécheresses, l'IGAD a aussi mis au point un Document de programmation régionale.

En 2016-2017, la sécheresse a de nouveau frappé les régions pastorales de la Corne de l'Afrique, et il ne faut donc pas s'étonner que des questions soient posées quant aux progrès réalisés pour renforcer la résilience et mettre un terme aux catastrophes dues à la sécheresse. Certes, plus pourrait être fait, en particulier pour mieux combler l'écart entre les approches de développement et celles des secours, mais il est important de ne pas perdre de vue les moteurs du changement dans les zones arides de la région qui exercent aussi un impact marqué. Il s'agit notamment des augmentations notables des effectifs humains et d'élevage, en particulier durant les 20 dernières années ; de la concurrence accrue et plus violente pour l'accès et le contrôle des ressources naturelles ; de l'introduction d'autres formes concurrentes d'utilisation des sols – aridoculture, irrigation, extraction de minerais, établissements humains et infrastructures ; et de l'intégration au marché et la commercialisation accélérées des troupeaux pastoraux.

Les moteurs de changement dans les zones arides donnent lieu à divers résultats, y compris la dégradation des pâturages, qui lorsqu'ils se conjuguent à la sécheresse, exercent un impact considérable sur les degrés de résilience des ménages et des communautés. Si certains éleveurs tirent leur épingle du jeu – avec une expansion et une diversification de leurs cheptels et de leurs moyens d'existence – d'autres s'en sortent beaucoup moins bien – et finissent par perdre progressivement leurs ressources d'élevage. Les ménages qui s'en sortent moins bien deviennent de plus en plus vulnérables face aux manques de revenus et aux pénuries alimentaires, même durant les années dites « normales ». Une cause de préoccupation majeure soulevée par la hausse des niveaux de vulnérabilité est l'apparition et la prévalence accrue des retards de croissance (CSA, 2016), résultat d'un accès réduit au lait et aux produits laitiers, à des prix alimentaires volatils et, plus généralement, à un accès restreint aux denrées alimentaires. À moins que ces ménages pauvres et très pauvres des populations pastorales puissent être aidés à sortir du pastoralisme pour adopter des moyens d'existence plus durables et plus viables, on peut s'attendre à ce que les résultats nutritionnels dans les zones arides empirent et, finalement, suspendent et même inversent les progrès plus larges réalisés dans la région vers l'atteinte des Objectifs de développement durable.

2.3 LEGS : typologie des sécheresses, objectifs et normes

Le manuel LEGS classe les urgences humanitaires comme étant des catastrophes à évolution lente, à évolution rapide, complexes ou chroniques. Pour l'essentiel, les urgences à évolution lente et rapide s'expliquent d'elles-mêmes, alors qu'une urgence complexe implique généralement un conflit tandis qu'une crise chronique décrit une crise qui se poursuit sur une période prolongée. Le manuel LEGS suggère qu'une sécheresse qui passe de la phase d'alerte dans le modèle de Gestion du cycle de sécheresse (GCS) au stade d'alarme puis d'urgence, avant de reculer à la phase d'alerte du prochain cycle de sécheresse sans jamais revenir à la phase de relèvement ou à la phase normale est un exemple d'urgence chronique⁶. La typologie de LEGS pour les sécheresses à évolution lente est donnée ci-dessous.

Figure 2 : Typologie des sécheresses selon LEGS

Sécheresse à évolution lente	Impacts
<ul style="list-style-type: none"> • Stress progressif allant croissant sur les moyens d'existence pendant de longs mois jusqu'à ce qu'une situation d'urgence soit déclarée • Il peut s'agir d'événements qui durent plusieurs années • Des zones géographiques précises sont connues comme étant à risque, il existe donc un certain niveau de prévisibilité • La sécheresse compte quatre phases principales : alerte, alarme, urgence et relèvement • Une réponse rapide est souvent insuffisante même s'il existe des systèmes d'alerte précoce 	<ul style="list-style-type: none"> • L'état du bétail et la production se dégradent progressivement durant les phases d'alerte et d'alarme, principalement du fait d'un accès réduit à la nourriture et à l'eau ; les valeurs reculent sur les marchés à bestiaux et les prix des céréales augmentent ; la sécurité alimentaire des populations se détériore • La mortalité du bétail est excessive et s'aggrave durant la phase d'urgence en raison du manque de nourriture et d'eau ; la sécurité alimentaire des populations empire • La reconstitution du troupeau est entravée si les bêtes reproductrices sont mortes et/ou si une autre sécheresse se produit

Pour réagir aux multiples situations d'urgence, LEGS identifie trois objectifs fondés sur les moyens d'existence⁷ :

- 1 : Fournir des avantages immédiats aux communautés affectées par une crise en se servant des ressources d'élevage existantes
- 2 : Protéger les principaux biens liés à l'élevage des communautés affectées par une crise
- 3 : Reconstituer les principaux biens liés à l'élevage au sein des communautés affectées par une crise

Ces objectifs sont soutenus par les normes essentielles de LEGS qui s'inspirent du manuel Sphère (Sphère, 2011) et comprennent : la participation ; la préparation ; les compétences ; l'évaluation initiale et l'identification des réponses ; l'analyse technique et l'intervention ; le suivi-évaluation et l'analyse de l'impact sur les moyens d'existence ; la politique et le plaidoyer ; et la coordination. Les normes essentielles de LEGS sont présentées ci-dessous avec des annotations pour une meilleure gestion de la sécheresse, notamment en mettant en exergue l'apprentissage qui contribue à servir de liens entre les approches de secours et de développement dans la région.



6 Les quatre saisons consécutives de pluies médiocres/déficitaires dans les zones pastorales de la Corne de l'Afrique en 2016 et 2017 seront probablement classées comme une urgence chronique.

7 LEGS est étayé par un principe directeur selon lequel les interventions associées devraient soutenir et non fragiliser les prestataires de services, les fournisseurs et les marchés locaux existants. De cette façon, LEGS exprime l'importance que revêt le soutien aux systèmes locaux qui sont essentiels pour renforcer la résilience et le développement durable à long terme.

Figure 3 : Normes essentielles de LEGS avec annotations pour la gestion de la sécheresse

Normes essentielles de LEGS	Annotations pour une meilleure gestion de la sécheresse
<p>Participation – La population affectée participe activement à l'évaluation initiale, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'intervention liée à l'élevage</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ce point est particulièrement important dans les zones pastorales où la prise de décisions est consensuelle et peut concerner des centaines d'éleveurs pour des décisions cruciales p. ex. les grands déplacements migratoires et le partage des contributions et le ciblage en situation d'urgence. Passer en revue les niveaux de participation aux différents stades du cycle de projet et lors de l'évaluation finale. Incorporer les acquis dans la programmation future • Impliquer activement les femmes des communautés pastorales dans les processus participatifs, y compris par le biais de groupes de discussion entre femmes uniquement p. ex. les débats sur le lait, les céréales et autres denrées ou encore les discussions sur l'eau, où les femmes jouent un rôle de premier plan • Investir dans une appréciation de la manière dont les décisions sont prises et exécutées et s'appuyer sur ces processus • Organiser des réunions sous l'arbre à palabres coutumier où se réunissent généralement les aînés et à des moments de la journée où les gens peuvent normalement se rencontrer • Les réunions avec les femmes – et les groupes marginalisés – peuvent se tenir dans le lieu de leur choix
<p>Préparation – Les interventions en situation d'urgence sont basées sur les principes de la réduction des risques de catastrophe (RRC), y compris la préparation, la planification d'urgence et l'intervention rapide</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Malgré ce que l'on sait sur le coût des retards, les déclarations de l'état de sécheresse continuent d'être politisées, ce qui se traduit par une réponse tardive. Les retards donnent lieu à des pertes supérieures et des coûts accrus à court terme – interventions nutritionnelles et d'aide alimentaire – et à plus long terme – « coûts cachés » de la malnutrition et des taux élevés d'abandons scolaires • Intégrer une logique « sans regret »* – qui exige que tous les projets fassent preuve de flexibilité budgétaire pour réaffecter les ressources supplémentaires sur la lutte contre la sécheresse en cas de besoin • Investir dans des interventions fondées sur la preuve – y compris LEGS – qui renforcent la résilience des ménages, des communautés et des systèmes
<p>Compétences – Le personnel est doté des qualifications, de l'attitude et de l'expérience appropriées pour planifier, mettre en œuvre et évaluer de manière efficace les programmes en matière d'élevage basés sur les moyens d'existence dans des situations d'urgence</p>	<ul style="list-style-type: none"> • On observe des progrès, notamment depuis le dernier épisode La Nina en 2010-2011, pour renforcer la résilience et les capacités de lutte contre la sécheresse au niveau national – en Éthiopie, au Kenya et en Somalie – aux niveaux régionaux/du comté, communal et local • Les bailleurs de fonds et les partenaires du développement devraient mobiliser des capacités accrues dans la prise de décisions déléguée aux régions
<p>Évaluation initiale et identification de la réponse – L'évaluation initiale permet de comprendre le rôle du bétail dans les moyens d'existence, de faire une analyse de la nature et de l'ampleur de la situation d'urgence et de formuler un jugement quant au contexte opérationnel et politique. Elle se répercute aussi dans un processus participatif afin d'identifier les interventions les plus appropriées, opportunes et réalistes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Comblent le vide qui existe entre les « secours » et le « développement » – y compris au sein des agences – afin d'améliorer le cycle de réponse et de mettre en valeur les résultats en matière de résilience • Inclure des spécialistes du « développement » dans toutes les évaluations de sécheresse et dans les processus de planification, en particulier ceux qui sont dotés de compétences de dialogue participatif • Tous les projets liés aux moyens d'existence à moyen et long terme devraient recueillir des données de base sur les précipitations et sur les prix du lait, du bétail et des céréales afin de permettre un suivi du modèle GCS
<p>Analyse technique et intervention – Les interventions en matière d'élevage sont basées sur une analyse technique saine et sont mises en œuvre de manière juste, sur la base d'un ciblage transparent et participatif</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Gérer des équipes mixtes – des femmes et des hommes d'une part et des experts dans les domaines des secours et du développement d'autre part – dans tous les programmes des zones arides afin de favoriser une programmation souple et réactive. Éviter de monter des projets de secours indépendants dotés de leur propre effectif et de leurs propres structures de redevabilité, même lorsque le financement est séparé • Faire une utilisation accrue de la planification d'urgence qui englobe les interventions d'aide à l'élevage afin d'améliorer le caractère à propos des interventions liées à l'élevage • Éviter les « solutions de facilité » – réaliser des évaluations rigoureuses et des processus de planification dans les différentes zones pastorales afin de garantir l'à propos de l'intervention. Par exemple, une intervention de déstockage qui nécessite une subvention dans une zone pourra ne pas nécessiter de subventions dans les zones moins reculées et mieux intégrées au marché
<p>Suivi-évaluation – Le suivi, l'évaluation et l'analyse de l'impact sur les moyens d'existence sont effectués afin de vérifier et d'affiner la mise en œuvre en fonction des besoins et pour en dégager des enseignements qui serviront dans les programmes futurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les agences de mise en œuvre ont besoin de faire plus pour promouvoir une culture de la « curiosité » et de l'apprentissage au sein des équipes de terrain et de documenter et mettre en commun les résultats avec le personnel d'encadrement • Financer davantage d'évaluations d'impact participatives (EIP) indépendantes pour renforcer l'apprentissage et construire une base de preuves des bonnes pratiques • Partager les résultats avec LEGS à des fins de dissémination
<p>Politique et plaidoyer – Dans la mesure du possible, il faut identifier et résoudre les obstacles politiques au déploiement efficace d'une intervention en situation d'urgence et d'un soutien aux moyens d'existence des communautés affectées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des progrès urgents ont besoin d'être faits pour veiller à l'expansion d'un financement souple des projets dans les zones arides afin de mieux gérer la sécheresse • Accroître le financement du secteur de l'élevage à un niveau supérieur à celui du secteur agricole dans les zones arides car l'élevage y joue un rôle plus central dans les moyens d'existence
<p>Coordination – Différentes interventions en matière d'élevage sont harmonisées et s'inscrivent en complément d'autres interventions humanitaires visant à sauver des vies et des moyens d'existence ; elles ne perturbent pas les activités immédiates destinées à sauver des vies</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Malgré les solides progrès réalisés dans certains pays – y compris par le Cluster sur la sécurité alimentaire des Nations Unies et par une variété de structures de coordination nationales et de comté/infrarégionales – dans l'ensemble, les niveaux de coordination sont généralement faibles, surtout peut-être entre l'administration et les acteurs non gouvernementaux • La coordination est un élément particulièrement important dans les zones frontalières où la même communauté de pasteurs peut s'étaler sur les deux côtés de la frontière. Trop souvent, la coordination satisfait aux normes nationales plus étroites au lieu de s'adapter à des normes et intérêts internationaux plus larges • Les partenaires de développement sont encouragés à financer des agences équipées des compétences, des capacités et de l'engagement nécessaire pour doter en effectif et diriger des structures et systèmes de coordination – y compris une coordination inter-frontalière – en particulier celles qui ont un intérêt déclaré et la capacité d'améliorer l'apprentissage et la documentation



* Une logique « sans regret »/qu'on n'a rien à perdre à appliquer : au lieu d'attendre qu'une sécheresse devienne intense et son impact grave, des ressources sont mobilisées et des activités sont amorcées afin de protéger des vies et des moyens d'existence au tout début du cycle de sécheresse.

2.4 Modèle de gestion du cycle de sécheresse

Le manuel LEGS (p. 24) fait référence au modèle de Gestion du cycle de sécheresse (GCS) développé et mis en œuvre pour la première fois dans le district de Turkana au Kenya au milieu des années quatre-vingt. Le modèle GCS a été adopté comme outil de planification par l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA) du Kenya et par le Groupe spécial sur l'agriculture pour la Gestion des risques de catastrophe (DRM ATF) en Éthiopie. Le modèle GCS peut être visualisé comme un modèle en cinq phases (normale, alerte, alarme, urgence et relèvement) avec des ensembles correspondants d'activités pour sauver des vies et fondées sur l'élevage (comme les paiements en espèces, une gamme d'interventions en matière d'élevage et le renforcement des capacités) étudiés pour chaque phase afin de réduire au minimum l'amenuisement des actifs. Le modèle GCS à cinq phases est représenté à la Figure 4 ci-dessous.

Certaines agences gèrent les phases d'alerte et d'alarme comme un stade unique mais cela risque de masquer un point de transition sensible/de décision pour une action rapide par les éleveurs. Ainsi par exemple, la production de lait pourrait avoir chuté de 30 à 40 pour cent à ce moment-là sans nécessairement avoir d'effet significatif sur l'état corporel du bétail et les prix des bêtes sur les marchés locaux mais les prix alimentaires pour les pasteurs auront commencé à augmenter car il leur faudra acheter plus de céréales pour compenser la perte de lait dans leur régime alimentaire. L'utilisation du modèle GCS promeut des interventions précoces et appropriées liées à l'élevage qui aident à protéger les moyens d'existence et se traduisent par une meilleure gestion de la sécheresse pour les pasteurs.

Figure 4 : Modèle de gestion du cycle de sécheresse (GCS)



Source : d'après Resilience in Africa's Drylands: Revisiting the DCM model. AKLDP Technical Brief mai 2014. http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pbaab445.pdf

3. LES PHASES DU MODÈLE GCS ET LES INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LEGS

Cette section de l'Outil de lutte contre la sécheresse donne des orientations techniques fondées sur LEGS pour le modèle GCS à cinq phases pour les zones arides de la Corne de l'Afrique. Si les détails sont propres à la région de la Corne de l'Afrique, il est espéré que les conseils fournis permettront d'éclairer la mise en œuvre de LEGS dans d'autres régions affectées par la sécheresse à travers le monde. Le lecteur trouvera des informations complémentaires dans le manuel LEGS et dans l'ouvrage de 2016 de la FAO intitulé *Livestock-related Interventions during Emergencies – The How To Do It Manual* [ci-après le guide pratique de la FAO].

Il convient de noter que si ces interventions fondées sur LEGS peuvent contribuer à renforcer la résilience des ménages pastoraux pauvres et très pauvres, les interventions sont mieux ciblées sur les ménages dont le cheptel peut continuer à jouer un rôle significatif, c'est-à-dire ceux qui ont conservé au moins un petit troupeau de bovins et de petits ruminants. Les ménages dont le bétail ne jouera probablement qu'un rôle minime à l'avenir seront mieux soutenus par des mesures de protection sociale et d'autres programmations associées, par exemple un renforcement des compétences et d'autres types de formation pour les aider à se reconverter vers d'autres moyens d'existence.

3.1 Phase normale du modèle GCS – Interventions de LEGS

Les interventions menées durant le stade normal du modèle GCS devraient de préférence se concentrer sur le renforcement à long terme de la résilience pour les pasteurs ou autres ménages d'éleveurs afin de les aider à se préparer et à améliorer leur réponse en cas de sécheresse. Les interventions liées à LEGS en matière de santé animale, d'alimentation et d'approvisionnement en eau du bétail, et de commercialisation – et les orientations techniques liées à chacune d'entre elles – sont présentées ci-dessous et résumées dans le Tableau 1.

Soutien vétérinaire – Les animaux en bonne santé sont des bêtes productives et l'un des principes de bonnes pratiques d'élevage consiste à maintenir les animaux en bonne santé. Dans la phase normale du modèle GCS, les animaux sont au maximum de leur niveau de production, en particulier si la région n'a pas connu de sécheresse depuis plusieurs années et les animaux sont en bon état et se reproduisent bien. À ce stade, les troupeaux de bovins et de petits ruminants produiront une quantité considérable de lait qui peut être transformé et l'excédent peut être vendu sur les marchés locaux.

Pour s'assurer que les troupeaux demeurent en bonne santé et productifs, les pouvoirs publics et les partenaires de développement peuvent investir dans une variété d'interventions : formation de vétérinaires, déploiement de vétérinaires de district, mise en place de postes vétérinaires et autres infrastructures associées, et renforcement des services de prestations de santé animale – y compris le déploiement de para-vétérinaires et la formation d'Agents communautaires de santé animale (ACSA). Suite à leur formation, les ACSA peuvent être mis en relation avec des pharmacies vétérinaires privées (PVP) et des fournisseurs de médicaments pour le bétail, ce qui permet de renforcer la prestation de services et de garantir un accès durable à des médicaments vétérinaires de qualité. La plupart des gouvernements dans la Corne de l'Afrique encouragent la privatisation des services de santé animale. Pour que ces services soient renforcés et durables, il est important que les agences ne délivrent pas de médicaments gratuits et ne fragilisent pas le développement des services. Néanmoins, il se peut que les pasteurs pauvres et très pauvres ne disposant que de très peu de bêtes ne puissent pas se permettre de payer pour ces services privés, auquel cas des services à base de coupons pourront être introduits pour mettre ces médicaments à la disposition de ces ménages à titre gracieux, toutefois les coupons devraient être échangeables par le biais des ACSA et des PVP, ce qui permettra de renforcer le service.

La phase normale offre aux services vétérinaires une occasion de procéder à des programmes de vaccination contre des maladies du bétail localement importantes, selon les procédures ordinaires recommandées aux époques appropriées de l'année. La plupart des programmes de vaccination exigent des chaînes de froid en état de marche ainsi qu'une coordination efficace et de bonnes communications entre les prestataires de services et les éleveurs. Lorsque la vaccination du bétail est prévue en zones frontalières, il est utile que les services vétérinaires des pays voisins se réunissent pour coordonner et harmoniser leurs approches, y compris le calendrier des campagnes de vaccination, en particulier si l'on s'attend à ce que les troupeaux de petits ruminants/bovins soient amenés à traverser les frontières internationales lors des sécheresses à venir.

Aliments et approvisionnement en eau du bétail – La grande majorité des pertes de bêtes qui se produisent lors d'une sécheresse sont le résultat d'une nutrition insuffisante plutôt que d'une maladie du bétail (Catley et coll., 2014), avec des animaux qui finissent littéralement par mourir de faim. C'est la raison pour laquelle il est préférable d'utiliser la phase normale du modèle GCS pour renforcer les pratiques de gestion des pâturages, en particulier en mettant un terme et en inversant la tendance à la



dégradation. Parmi les approches possibles, on citera la Gestion participative des pâturages (GPP), qui a été pilotée dans les pâturages du sud de l'Éthiopie au sein de projets qui utilisaient aussi le modèle GCS comme un outil de planification (Flintan et Cullis, 2010). Grâce à l'adoption de la GPP, les pasteurs peuvent procéder au zonage des différentes utilisations des sols – pâturages de saison sèche et humide, établissements humains, aridoculture – et, par conséquent, ils peuvent procéder au zonage et décider des pâturages qu'il convient de conserver pour la saison sèche/comme pâturages en cas de sécheresse.

La GPP reconnaît que le développement des ressources en eau est de plus en plus distinct des stratégies de gestion des pâturages, car un nombre croissant d'utilisateurs de l'eau des parcours sont désormais des populations non pastorales. La prolifération des points d'eau – y compris des forages profonds qui fournissent de l'eau toute l'année – a donné lieu à une augmentation rapide du nombre de bourgades et de centres de négoce, et elle a aussi sensiblement réduit les niveaux de mobilité des troupeaux pastoraux car le pâturage à l'année est devenu plus répandu, en particulier pour les ménages plus pauvres ayant un plus petit nombre d'animaux. Ce pâturage à l'année est lié à un repli marqué de la production et de la productivité dans les pâturages, car les espèces plus appétentes sont amenuisées et remplacées par des espèces moins appréciées qui peuvent toutefois mieux résister à la pression de pâturage. La GPP offre aux pasteurs et aux planificateurs une occasion pour passer en revue et s'attaquer à ces tendances négatives en sauvegardant au moins une partie des pâturages pour la saison sèche/en cas de sécheresse.

Outre le fait qu'elle est utile pour identifier à quels points d'eau donner la priorité durant la saison sèche/en période de sécheresse, la GPP aide aussi à identifier quelles améliorations peuvent être apportées à leur efficacité – par exemple le désenvasement, des abreuvoirs perfectionnés, et l'ajout de règles de sécurité qui permettent de séparer les gens, en particulier les femmes et les enfants, des fortes concentrations de bétail. Les mares à bestiaux et les *hafirs* peuvent faire l'objet d'un zonage pour prévoir un accès séparé pour les humains et le bétail, et des aménagements peuvent être réalisés aux puits de surface et puits profonds avec différents chemins d'accès. Parmi d'autres interventions efficaces, on peut citer le remplacement des abreuvoirs à bovins traditionnels en boue et gravats par des abreuvoirs renforcés en ciment et la création de citernes de réserve d'eau qui peuvent alimenter plusieurs abreuvoirs pour accroître le nombre de bêtes abreuvées. Lorsque l'eau est prélevée des puits grâce à une chaîne humaine, comme dans certaines régions du sud de l'Éthiopie et du nord du Kenya, les plates-formes peuvent aussi être mieux aménagées afin de réduire le nombre d'accidents provoqués par des chutes sur la roche humide ou sur les échelles de bois rudimentaires.

Commercialisation du bétail – Les zones pastorales les plus reculées de la Corne de l'Afrique sont de plus en plus intégrées dans les marchés à bestiaux nationaux et internationaux. De ce fait, les bêtes qui sont élevées ici sont commercialisées non seulement sur les marchés locaux mais aussi vers des destinations du Moyen-Orient. D'un point de vue stratégique, il est judicieux d'utiliser la phase normale pour mobiliser des investissements supplémentaires publics et privés afin d'améliorer les infrastructures de commercialisation – y compris la construction et l'amélioration des voies d'accès et des ponts ruraux et des infrastructures de base de commercialisation du bétail – rampes de chargement, abreuvoirs et nettoyage des sites. Il est aussi possible d'utiliser la phase normale pour développer de nouveaux marchés pour des types d'animaux particuliers – vaches de réforme, taureaux reproducteurs plus âgés et bœufs de trait – pour lesquels il n'existe pas de marché à l'exportation. Les nouveaux marchés pourraient comprendre des contrats de distribution de viande à des institutions locales – écoles, centres de formation professionnelle, casernes militaires et hôpitaux – ainsi qu'à des boucheries locales, car la viande rôtie ou « *nyama choma* » devient de plus en plus prisée.

Suivi, documentation et dissémination – La phase normale offre des occasions pour les pouvoirs publics et les partenaires de développement de renforcer les systèmes d'alerte précoce (SAP), de perfectionner les analyses associées et de développer de meilleurs bulletins mieux adaptés aux utilisateurs. Les pouvoirs publics, les partenaires de développement et les dirigeants pastoraux sont encouragés à examiner les performances passées des interventions liées à LEGS afin de comprendre leurs points forts, leurs faiblesses, les opportunités et les défis qu'elles présentent et à documenter les conclusions dans des guides de bonnes pratiques fondées sur la preuve.

Il y a beaucoup d'autres investissements possibles à ce stade qui pourraient aussi contribuer à améliorer la résilience et à réduire les niveaux de vulnérabilités des communautés d'éleveurs, en particulier : dans les services sociaux, y compris des initiatives liées aux infrastructures et au renforcement des capacités en matière de santé, de nutrition et d'éducation ; dans le développement économique, y compris des investissements dans les axes routiers, les services financiers et informatiques ; dans les moyens d'existence alternatifs, y compris la formation professionnelle/des contrats d'apprentissage et d'autres incitations pour les employeurs ; et dans des programmes de protection sociale, en particulier pour les ménages vulnérables. Le besoin d'investissements appropriés dans les moyens d'existence alternatifs semble de plus en plus pertinent compte tenu du nombre toujours plus grand de pasteurs démunis ou semi-démunis qui vivent désormais dans les zones arides de la région.

Tableau I : Interventions préconisées durant la phase normale – modèle GCS

Phase du cycle de sécheresse	Coordination et participation	Interventions liées à l'élevage	Autres interventions importantes	Soutien administratif
Normal	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier des interventions appropriées de gestion de la sécheresse • Entreprendre des formations et une planification d'urgence associées 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les services communautaires de santé animale – former des para-vétérinaires/ établir des pharmacies privées • Améliorer la production et la productivité des pâturages, plus précisément améliorer les pâturages tournants saisonniers • Améliorer les routes et les infrastructures associées pour la commercialisation du bétail 	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser les rapports SAP • Élargir les initiatives de diversification des moyens d'existence – alphabétisation des adultes, formation aux compétences commerciales de base • Renforcer les services sociaux, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - santé – y compris la santé maternelle et infantile et la santé génésique - éducation - nutrition - protection sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Les administrateurs doivent identifier des entrepreneurs offrant des services liés à la sécheresse et rédiger des contrats qui peuvent être activés en fonction des besoins tout au long du cycle de sécheresse. Ces contrats devraient être passés en revue et actualisés tous les ans

* Voir le manuel LEGS et le guide pratique de la FAO pour obtenir des informations techniques détaillées.



3.2 Phase d'alerte du modèle GCS - Interventions de LEGS

Indicateurs de transition – Le modèle GCS fournit une variété d'informations détaillées et d'orientations sur les différents stades d'une sécheresse, mais il n'offre aucun conseil sur les points de bascule entre les différentes phases. Il est possible que ce soit parce que les auteurs admettent que les points de bascule varieront d'un endroit à l'autre même au sein d'une même région géographique ; ainsi par exemple, les conditions de sécheresse dans une chaîne de montagne peuvent être différentes de celles qui règnent dans les plaines alentours. Bien qu'il y ait une logique convaincante pour éviter de formuler des orientations généralisées et prescriptives qui ne cadrent pas avec les réalités d'un site, une appréciation commune des indicateurs qui démontrent qu'un point de bascule a été atteint entre les différents stades du modèle GCS pourrait contribuer à améliorer la coordination des ripostes à la sécheresse, puisque toutes les parties prenantes commencent à partager le même raisonnement et la même analyse.

Parmi les indicateurs possibles d'une transition de la phase normale à la phase d'alerte figurent les niveaux de précipitation, les niveaux d'humidité et la qualité du sol, les termes de l'échange, et la disponibilité de fourrage et de ressources en eau présentes naturellement. Chaque indicateur présente des points forts et des lacunes. L'outil de lutte contre la sécheresse suggère d'utiliser **les alertes répétées d'un SAP faisant état ou prévoyant des pluies saisonnières consécutives médiocres ou la probabilité accrue d'un puissant épisode La Niña l'année suivante**⁸. L'avantage de cet indicateur est que les agences ne sont pas tenues de collecter et d'analyser les données relatives aux précipitations, à l'humidité du sol et autres elles-mêmes ; au lieu de cela, elles peuvent se fier aux travaux des spécialistes et peuvent recevoir et utiliser cette analyse au moyen de l'approche « sans regret »/rien à perdre à l'appliquer.

Coordination – Une fois que la phase d'alerte a été atteinte, la priorité consiste à activer les structures de coordination⁹ aux niveaux local, du comté/de la région et national de manière à réunir les parties prenantes pour planifier une réponse coordonnée, y compris concernant le bétail. Une activation précoce permet aux parties prenantes d'effectuer des évaluations coordonnées, de développer et de convenir de feuilles de route d'urgence pour fournir des orientations sur les différentes zones d'intervention¹⁰, et de mobiliser des ressources. Grâce à une activation précoce, il est aussi possible de développer de nouvelles approches inédites en matière de coordination. Une approche récemment pilotée en Éthiopie est présentée dans l'Encadré I.

Encadré I : Groupe consultatif stratégique¹¹

Suite à des carences dans la coordination du secteur agricole en Éthiopie, l'ONU et des partenaires du développement ont approuvé la création d'un Groupe consultatif stratégique (SAG en anglais) auprès du Cluster Sécurité alimentaire afin de fournir des conseils stratégiques et techniques à l'Équipe nationale humanitaire de l'Éthiopie (EHCT) et ses partenaires humanitaires. Le SAG a produit une série de documents, y compris des cadres d'action, des feuilles de route et d'autres lignes directrices opérationnelles. Par ailleurs, le SAG a recueilli et compilé des données de suivi et il a fourni un appui et des conseils aux partenaires de mise en œuvre dans le cadre de l'élaboration de propositions et de la mobilisation de ressources. Si aucune évaluation indépendante formelle de ses travaux n'a été entreprise, l'une des leçons émergentes les plus importantes est que, en qualité d'organisme neutre exempt de toute pression institutionnelle (les membres étant issus d'un certain nombre d'agences différentes y compris l'ONU, des partenaires de développement et une université), le SAG a pu fournir des conseils indépendants – quelque chose qui n'est généralement pas possible dans le système humanitaire dirigé par l'ONU.

8 Ces épisodes La Niña se traduisent habituellement par une sécheresse dans les zones pastorales de la Somalie – y compris Somaliland et Puntland – le sud de l'Éthiopie, le nord du Kenya et, parfois, certains points du sud du Soudan et de l'est de l'Ouganda.

9 Par exemple, l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA) au Kenya, la Commission nationale de gestion des risques de catastrophe (NDRMC) en Éthiopie et leurs équivalents au niveau des collectivités locales.

10 On s'attend à ce que ces feuilles de route soient actualisées à intervalles réguliers afin de fournir des conseils opérationnels appropriés et pertinents.

11 Adrian Cullis, comm. perso.

Des conseils techniques concernant les différentes interventions en matière d'élevage qui peuvent contribuer à informer la planification et la programmation durant la phase d'Alerte sont présentés ici à des fins d'examen et résumés dans le Tableau 2.

Soutien vétérinaire – Le passage de la phase normale à la phase d'alerte devrait se traduire par un sentiment d'urgence exacerbé en vue de prodiguer des services de santé animale de routine, en mettant l'accent sur les services cliniques de base fournis par le secteur privé, y compris des para-vétérinaires privés et des ACSA, et afin d'achever les campagnes de vaccination en suspens. À ce stade, il convient aussi de commencer à planifier la conception d'un programme de coupons vétérinaires.

Aliments pour animaux – Comme la mortalité du bétail durant la sécheresse est en grande partie due à la faim et non aux maladies, une planification rigoureuse des interventions portant sur les aliments pour animaux est l'une des mesures les plus importantes dans l'élaboration d'une riposte efficace en matière d'aide d'urgence à l'élevage. Il existe deux approches clés des interventions portant sur les aliments pour animaux : la première consiste à déplacer les bêtes jusqu'aux aliments et la seconde consiste à transporter les aliments jusqu'aux bêtes. La première approche est en fait une extension du système de production pastorale et s'appuie sur le savoir des éleveurs, leurs compétences et leur expérience en matière de mobilité acquise au fil des générations. Habituellement, cette approche est plus rentable car les animaux qui sont déplacés – soit par transhumance soit en partie avec l'aide de camions – peuvent trouver de quoi se nourrir par eux-mêmes, ce qui permet de réduire les coûts de l'alimentation du bétail.

Tout ce qui peut être fait pour faciliter le mouvement des animaux en dehors d'une zone ayant fait l'objet d'une prévision de grave sécheresse constituera une aide stratégique et pratique. Parmi les interventions, on peut citer : la vaccination, la facilitation des accords de pâturage avec les communautés voisines (même, parfois, dans des pays voisins), la fourniture de services mobiles importants et, éventuellement, des incitations monétaires pour les animaux qui sont déplacés. L'offre de services de santé animale aux communautés d'accueil – par le biais de vaccinations ou de coupons pour d'autres formes de traitement du bétail – pourra faciliter les négociations et se traduire par de meilleures relations entre la communauté hôte et la communauté nomade. S'il est important de tenter de déplacer le noyau du troupeau loin de la zone risquant d'être affectée par la sécheresse, il est tout aussi important que des efforts soient faits pour laisser certains animaux producteurs de lait près de la cellule familiale pour que les enfants des communautés pastorales puissent avoir accès à du lait ; de cette façon, les retards de croissance pourront être réduits au minimum.

Les ONG qui interviennent dans le comté de Turkana, dans le nord-ouest du Kenya, et le Karamoja, dans le nord-est de l'Ouganda, ont récemment aidé des éleveurs du Turkana à accompagner leurs animaux du Turkana jusqu'au Karamoja (The OSIEA, 2017). Bien que ce déplacement fasse partie d'un accord réciproque de longue date conférant des droits de pâturage entre les deux communautés, il s'est soldé par un échec certaines années en raison des tensions ethniques. Durant la récente transhumance, les ONG ont apparemment facilité le déplacement en transportant des dirigeants pastoraux des deux camps à un lieu de réunion où l'accord a pu être conclu. Des représentants des autorités locales des deux camps ont aussi été impliqués et, l'un des facteurs cruciaux à l'origine du succès de l'initiative a été que des vétérinaires gouvernementaux du Turkana ont été autorisés à voyager avec les troupeaux jusqu'en Ouganda pour que les services de santé animale du Karamoja ne soient pas surchargés de travail. Une autre option consiste à faciliter l'accès à des champs moissonnés dans de vastes périmètres d'irrigation où le bétail peut brouter les résidus agricoles. Outre le fait qu'il contribue à « débarrasser » les champs des résidus et des plantes adventices, le bétail enrichit les sols par les déjections animales.

Lorsqu'il n'est pas possible de déplacer le bétail hors des zones prévues comme devant être affectées par la sécheresse, il convient d'envisager l'achat et le transport de fourrage/de rations animales pour les bêtes. La fourniture appropriée de rations supplémentaires aux animaux – fourrage¹², aliments composés concentrés¹³ ou produits dérivés agrotransformés¹⁴ – peut contribuer à réduire les pertes et à encourager les grossesses et la lactation, ce qui se traduit par une hausse des quantités de lait disponibles pour les enfants. Même de modestes quantités de lait peuvent avoir des résultats nutritionnels extrêmement positifs pour les enfants (Sadler et Catley, 2009). Le défi à relever, toutefois, réside dans le fait que les rations animales et leur transport sont coûteux et il est donc important de lancer la procédure de recherche d'approvisionnements en aliments pour animaux/fourrage à ce stade d'alerte,

même s'il n'est pas prévu de démarrer la distribution avant la phase d'alarme ou même la phase d'urgence¹⁵. Pour réduire les coûts au minimum, il est important de se procurer le fourrage/les aliments pour animaux aussi localement que possible et au meilleur prix. Par exemple, il sera peut-être possible d'encourager les agriculteurs d'un périmètre d'irrigation à moissonner et à vendre du maïs vert/sorgho puis à réensemencer les terres sous herbe de Rhodes/herbe à éléphant ou sous maïs fourrager/sorgho¹⁶. Parmi les autres possibilités d'approvisionnement en fourrage/aliments pour animaux, on peut citer les contrats anticipés, aux termes desquels un paiement partiel est versé au fournisseur d'aliments pour animaux pour livraison ultérieure durant la sécheresse afin de réduire le total des coûts.

Eau pour le bétail – L'emplacement des points d'eau par rapport aux pâturages disponibles et aux ressources en aliments pour animaux joue un rôle essentiel dans les taux de survie du bétail en période de sécheresse : plus la distance entre les deux à couvrir par les bêtes est grande, plus il leur faudra dépenser d'énergie et plus l'intervalle entre l'affouragement et l'abreuvement des bêtes sera long. Dans les régions où les points d'eau sont plus largement disponibles, des pannes provoquées par une utilisation plus intensive peuvent se traduire par des retards importants dans l'abreuvement des troupeaux et, par conséquent, par une réduction du temps d'affouragement jusqu'à ce que le point d'eau soit remis en état. Les organes de coordination sont vivement encouragés à cartographier les points d'eau et à surveiller leur bonne marche lorsqu'une sécheresse se prépare.

La cartographie et la surveillance des points d'eau ont été grandement facilitées ces dernières années par la vulgarisation de l'utilisation des smartphones qui peuvent fournir des coordonnées GPS et des preuves photographiques du niveau d'entretien et d'utilisation. Il est de plus en plus possible d'identifier des points d'eau stratégiques et de donner priorité à leur entretien et leur réparation mais aussi de réduire les temps de panne et les coûts en veillant à ce que les équipes chargées des réparations disposent des pièces détachées appropriées. Il est recommandé que les prestataires de services achètent des stocks des pièces détachées les plus demandées pour les puits/forages qui puissent être rapidement et efficacement distribués aux points d'eau afin de garantir des niveaux élevés de bon fonctionnement en période de sécheresse.

Déstockage – Durant la phase d'alerte, il est utile d'organiser des consultations de la communauté avec les dirigeants pasteurs pour discuter de la gravité de la sécheresse et pour passer en revue avec eux la structure de leurs troupeaux. Ainsi par exemple, si l'on sait qu'une sécheresse de catégorie 5 est attendue, il sera peut-être possible d'encourager les pasteurs à vendre leurs bêtes les plus jeunes et les plus âgées qui seront particulièrement vulnérables à la sécheresse, ce qui leur permettra d'une part d'obtenir de meilleurs prix qu'à un stade ultérieur de la sécheresse – lorsque les marchés seront inondés par un grand nombre de bêtes en mauvais état – mais aussi de veiller à ce qu'ils aient davantage de ressources financières pour acheter et stocker du fourrage pour alimenter les bêtes restantes aux stades ultérieurs de la sécheresse.

S'il est important d'encourager les éleveurs à se débarrasser de leurs bêtes les plus jeunes et les plus âgées/faibles, il est aussi essentiel de permettre aux marchés de continuer à fonctionner normalement et sans recours à des subventions le plus longtemps possible. Le plus souvent, à ce stade précoce du cycle de sécheresse, les animaux sont encore en assez bon état, de sorte que les négociants et les propriétaires de parcs d'engraissement devraient continuer à acheter des animaux aux prix normaux. Si toutefois les prix des animaux commencent à baisser (de 25 pour cent ou plus par rapport au prix normal du marché

12 Herbe fraîche et sèche ou foin et maïs/sorgho fourrager.

13 Rations d'aliments composés préparées spécialement pour l'affouragement du bétail avec une teneur élevée en protéines pour l'entretien, la croissance et la production, ainsi que d'autres éléments essentiels pour l'alimentation animale - fibres, glucides et minéraux.

14 Une large gamme de produits dérivés est disponible auprès des moulins, des brasseurs et d'autres agro-industries.

15 Le fait d'attendre trop longtemps pour planifier les interventions portant sur l'alimentation du bétail risque aussi d'entraîner une distorsion du marché. Des interventions tardives en Éthiopie comme au Kenya – en particulier lorsqu'une foule d'organisations ont été impliquées dans l'achat de fourrage et d'aliments pour animaux – ont eu des répercussions négatives sur le secteur laitier car les prix des aliments pour animaux ont monté en flèche. Par conséquent, les contrats devraient être conclus bien à l'avance afin que l'industrie des aliments pour animaux puisse se préparer à un accroissement de la demande.

16 Beaucoup d'agriculteurs qui ont recours à l'irrigation dans les zones arides produisent en fait déjà de gros volumes de cultures fourragères saisonnières comme le maïs et le sorgho, qui sont moissonnées alors qu'elles sont encore vertes et donc plus tôt que pour la production de céréales. La moisson précoce se traduit généralement par une réduction des coûts, en particulier dans les systèmes qui utilisent une irrigation à pompe.

pour la saison), les autorités locales peuvent soutenir la première vague de déstockage commercial par la baisse/le retrait des taxes associées à l'achat, au transport et enfin la vente des animaux engraisés/en bon état. Cela permettra de stimuler les marchés et de faciliter les prélèvements continus sur le cheptel à travers les circuits ordinaires de commercialisation.

Suivi, documentation et dissémination – Durant la phase d'alerte du modèle GCS, il est important que les décideurs disposent d'un flux régulier d'informations de qualité sur : les précipitations, les pâturages et l'eau ; l'état corporel des animaux ; les rendements laitiers ; et les prix des bêtes et des céréales. Ces informations, de même qu'une synthèse des interventions en cours, peuvent être formatées de manière attrayante et distribuées aux décideurs haut placés des pouvoirs publics et auprès des partenaires de développement. Cette démarche a des chances de contribuer à générer des ressources supplémentaires – humaines et financières – pour soutenir l'action de lutte contre la sécheresse.

Tableau 2 : Interventions préconisées durant la phase d'alerte – modèle GCS

Phase du cycle de sécheresse	Coordination et participation	Interventions liées à l'élevage*	Autres interventions importantes	Soutien administratif
Alerte – alertes répétées d'un SAP faisant état ou prévoyant des pluies saisonnières consécutives médiocres ou la probabilité accrue d'un puissant épisode La Niña l'année suivante	<ul style="list-style-type: none"> • Confirmer les plans d'urgence/de gestion du cycle de sécheresse • Entreprendre un ciblage des bénéficiaires • Mettre en place, surveiller et améliorer les mesures d'alerte • Informer les bailleurs de fonds, les décideurs et les éleveurs de la situation et des tendances probables 	<ul style="list-style-type: none"> • Suspendre progressivement le programme de vaccination et introduire des soins vétérinaires cliniques à base de coupons • Soutenir la transhumance/l'acheminement des bêtes en dehors des zones en butte à la sécheresse • Soutenir la commercialisation des bêtes par la baisse/le retrait des taxes à la vente et autres taxes associées • Commencer un déstockage commercial 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour les rapports SAP et les feuilles de route • Mener une évaluation rapide de la nutrition et soutenir les programmes de coupons de viande et de lait pour les enfants vulnérables • Accélérer la prestation de services sociaux, y compris les programmes de protection sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Les administrateurs font le point de la situation et, le cas échéant, démarrent la contractualisation des prestataires de services

* Voir le manuel LEGS et le guide pratique de la FAO pour obtenir des informations techniques détaillées.

3.3 Phase d'alarme du modèle GCS – Interventions de LEGS

En guise d'indicateur de passage de la phase d'alerte à la phase d'alarme, l'Outil de lutte contre la sécheresse préconise l'utilisation **d'une réduction de 50 pour cent de la production de lait et des approvisionnements en lait pour les troupeaux pastoraux mobiles, et de 75 pour cent pour les troupeaux plus sédentaires.** (Même en temps normal, les troupeaux sédentaires n'ont qu'un accès limité à du fourrage de qualité). Cet indicateur a été choisi car les femmes des communautés pastorales sont capables de fournir cette information de manière précise puisque ce sont elles qui se chargent de la traite quotidienne et, comme on l'a mentionné plus haut, la disponibilité de lait a des conséquences immédiates sur la santé des enfants et des mères (Sadler et Catley, 2009).

Une fois que la phase d'alarme du modèle GCS est déclenchée, il est important que les structures de coordination se réunissent régulièrement – peut-être toutes les deux semaines – pour assurer un leadership efficace et renforcer la dynamique de la riposte à la sécheresse. Il peut se révéler utile de structurer les réunions autour des mises à jour et discussions suivantes :

- suivi des informations sur l'état de la sécheresse et ses impacts
- élaboration de propositions et mobilisation des ressources
- opérations, et
- soutien politique et stratégique.

Les procès-verbaux de ces réunions devraient être largement distribués aux autorités nationales, provinciales/régionales et locales, aux partenaires du développement et autres parties prenantes concernées.

Des conseils techniques concernant les différentes interventions en matière d'élevage susceptibles de contribuer à informer la planification et la programmation durant la phase d'alarme sont présentés ici à des fins d'examen et résumés dans le Tableau 3.

Soutien vétérinaire – Si les campagnes de vaccination ont été retardées ou n'ont atteint qu'une couverture partielle, il sera peut-être préférable de poursuivre les vaccinations jusqu'au début de la phase d'alarme si ces maladies constituent toujours une menace, mais cette appréciation sera à faire au cas par cas. Toute campagne de vaccination devrait être achevée avant que les bêtes ne deviennent « maigres ». Si les vaccinations se poursuivent, il est particulièrement important qu'elles soient réalisées avec efficacité de façon à ce que les bêtes puissent rapidement retourner à l'affouragement/l'abreuvement. La prévention et le traitement des maladies du bétail peuvent être soutenus par l'utilisation de coupons¹⁷ avec des vétérinaires privés, des para-vétérinaires et des ACSA¹⁸.

Encadré 2 : Utilisation de coupons

Le manuel LEGS (p. 131) donne deux exemples d'utilisation de coupons pour améliorer la santé animale, l'un venant du Kenya et l'autre de l'Éthiopie. Le Comité international de la Croix-Rouge a piloté un programme à base de coupons dans le district de Turkana, dans le nord-ouest du Kenya, en vertu duquel des familles pastorales triées sur le volet ont reçu des coupons pour des traitements contre certaines maladies qui pouvaient être échangés pour des traitements par des ACSA et des auxiliaires vétérinaires. Les coupons étaient d'une valeur de 14 dollars US et limités à l'utilisation de quatre médicaments vétérinaires. Les ACSA, les auxiliaires vétérinaires et les pharmacies vétérinaires privées (PVP) ont reçu des paiements modestes pour la fourniture de ce service. L'un des avantages de ce système – qui a bénéficié à environ 3 000 personnes – est que les ACSA ont reçu une formation complémentaire concernant l'utilisation de ces médicaments par des vétérinaires avant la mise en œuvre. Un inconvénient résidait dans le fait que le système était administrativement lourd (Mutungi, 2005, cité dans LEGS, 2014).

17 Les coupons peuvent aussi être utilisés pour d'autres interventions, y compris l'alimentation des animaux. Le Chapitre 3 du guide pratique de la FAO se penche de façon plus détaillée sur les coupons et les transferts monétaires.

18 Il y a relativement peu de choses qui ont été écrites sur l'efficacité des traitements antiparasitaires sur les taux de mortalité en période de sécheresse dans les zones arides de la Corne de l'Afrique et il serait utile que des recherches soient entreprises sur ce sujet, tant pour les troupeaux mobiles des communautés pastorales que pour les troupeaux plus sédentaires. Si elles étaient entreprises, les conclusions pourraient être communiquées au Projet LEGS à des fins de dissémination dans l'ensemble de la communauté LEGS.

Aliments pour animaux – Les aliments pour animaux constituent une intervention clé durant la phase d’alarme. Le déplacement des animaux en vue de trouver des pâturages ailleurs est toujours à encourager à ce stade car les animaux qui sont acheminés en dehors des zones affectées par la sécheresse avant le stade d’urgence d’une sécheresse se remettent généralement assez rapidement. En Éthiopie, les éleveurs Borana, par exemple, ont acheminé leurs animaux vers le nord à l’approche de la sécheresse de 2016-2017 et sont revenus après l’arrivée des pluies de printemps en 2017 avec un grand nombre de veaux. Par conséquent, la mobilité du troupeau avait réduit les taux de mortalité et soutenu la croissance du cheptel durant la sécheresse. Les animaux qui ne peuvent pas être déplacés se classent généralement en deux groupes : le premier, la majorité, regroupent les animaux qui appartiennent à d’anciens pasteurs pauvres et très pauvres qui sont moins mobiles et n’ont plus les capacités pour les évacuer de la zone en butte à la sécheresse. Le deuxième est constitué par un groupe plus modeste d’animaux qui appartiennent à des ménages plus riches et sont sélectionnés pour rester afin de fournir du lait au ménage. Ce second groupe a généralement accès à des compléments alimentaires, mais le premier groupe représente certains des animaux les plus « à risque » et les interventions portant sur les aliments pour animaux doivent invariablement cibler ces bêtes.

Les compléments alimentaires sont généralement proposés par le biais de deux modalités opérationnelles différentes. La première concerne la distribution de volumes modestes de foin/fourrage sur une base mensuelle à tous les ménages pastoraux dans les districts touchés par la sécheresse et elle est préférée par les pouvoirs publics. Aux termes de cette approche, les ménages sont encouragés à choisir et à nourrir un petit nombre d’animaux particulièrement appréciés – parce qu’ils donnent beaucoup de lait et sont résistants aux maladies et supportent mieux la sécheresse. Une fois le fourrage dispensé, il appartient au ménage de l’utiliser à bon escient et il semble fréquent que l’affouragement soit partagé avec un nombre d’animaux plus élevé que prévu car la famille s’efforce de protéger le plus grand nombre possible de bêtes. Utilisé de cette façon, il y a saupoudrage de l’affouragement de sorte qu’il a probablement moins d’impact. Toutefois, il n’y a que peu ou pas de recherches qui ont été effectuées à ce sujet et il serait peut-être approprié de commanditer une évaluation d’impact afin d’en partager les résultats avec le Projet LEGS à des fins de dissémination ultérieure par le biais de ses réseaux.

La seconde approche est privilégiée par les ONG et consiste à fournir des aliments à 1 ou 2 bovins, 3 à 5 ovins/caprins et 1 ou 2 équins/chameaux à des ménages pastoraux soigneusement ciblés. L’approche



peut comprendre dans un premier temps un « affouragement sur place » aux termes duquel les ménages collectent le fourrage/les aliments pour animaux auprès d'un entrepôt central et nourrissent les animaux sélectionnés au campement. Dans certains cas, les ménages ciblés reçoivent des coupons qui peuvent être échangés auprès de fournisseurs d'intrants agricoles, ce qui permet de renforcer la résilience des services du marché. Une deuxième option concerne des « centres/camps de ravitaillement », grâce auxquels les ménages ciblés choisissent des bêtes qui sont ensuite rassemblées pour recevoir des rations animales soigneusement gérées. Le manuel LEGS (p. 171) présente un aide-mémoire à l'évaluation pour les deux approches, tandis que le guide pratique de la FAO fournit des conseils au Chapitre 6.

Au cours de la sécheresse de 2010-2011 dans la Corne de l'Afrique, le Groupe spécial sur l'Agriculture pour la Gestion des risques de catastrophe en Éthiopie a publié une note d'orientation sur les rations recommandées pour les différents types d'animaux, informée par la FAO (DRMATF, 2011). L'achat et la distribution d'aliments pour animaux reviennent cher, en particulier si des contrats anticipés n'ont pas été signés aux premiers stades du modèle GCS. Pour contrôler les coûts, l'Outil de lutte contre la sécheresse recommande que, dans la mesure du possible, l'affouragement soit limité à 60-80 jours, ou de préférence à 30-40 jours. Pour prendre cette décision, il sera nécessaire de surveiller l'état corporel des animaux et de retarder le début de l'affouragement jusqu'au point où les animaux sont maigres mais pas encore émaciés. Il peut sembler qu'une telle recommandation contribuerait à un « retard dangereux – le coût d'une réponse tardive » (SCI et Oxfam, 2012), mais le démarrage tardif des programmes de complémentation alimentaire contribue à l'amélioration du rapport coût-avantage, et peut même permettre de nourrir plus d'animaux avec le même volume de fonds.

Une fois que les questions d'approvisionnement ont été réglées, la phase d'alarme peut être utilisée pour finaliser les accords de transport et pour prendre à bail/construire des entrepôts et des centres de ravitaillement. Du temps peut aussi être consacré à la formation du personnel et à l'élaboration des Principes directeurs avec la communauté afin de régir la façon dont les entrepôts et les centres de ravitaillement seront gérés. Ces principes pourront inclure les points suivants, sans pour autant s'y limiter :

- Ciblage
- Services de transport
- Choix du site
- Utilisation de mangeoires/râteliers pour éviter le gaspillage

(Voir aussi le manuel LEGS p. 157-9)

Eau pour le bétail – Durant la phase d'alarme, l'accès à l'eau en quantité suffisante devient généralement problématique car les sources d'eau de surface – mares et *hafirs* – s'assèchent et les communautés d'éleveurs sont contraintes d'utiliser des sources d'eau souterraines – puits et forages de surface ou profonds. Les niveaux d'encombrement augmentent car chaque source d'eau non tarie attire des éleveurs venant de plus en plus loin et le temps nécessaire à l'abreuvement augmente. Même dès la phase d'alarme, l'abreuvement peut se prolonger et prendre plusieurs heures, ce qui entraîne une réduction du temps de broutage/pâturage et une diminution de la consommation d'aliments. Les points d'eau prioritaires devraient faire l'objet d'un entretien, voire d'une réparation, rapides afin d'éviter les retards superflus dus aux pannes. Les partenaires de mise en œuvre impliqués dans les interventions portant sur l'alimentation des animaux pourraient assumer des responsabilités supplémentaires mais parallèles pour la surveillance et la maintenance des points d'eau locaux, ou tout au moins veiller à ce que des informations sur l'état des points d'eau soient collectées et partagées avec les prestataires de services appropriés.

Selon les niveaux d'encombrement des points d'eau durant la phase d'alarme, et en particulier à la fin de la phase d'alarme, il sera peut-être nécessaire pour les autorités locales et les partenaires de développement d'envisager d'introduire un approvisionnement en eau par camion pour les populations humaines. Non seulement les disponibilités en eau potable sont améliorées mais les temps d'attente et le stress associé sont réduits pour les populations humaines. Le manuel LEGS (voir p 194-5) recommande que la distribution d'eau par camion pour le bétail soit uniquement utilisée en dernier recours. L'Outil de lutte contre la sécheresse s'appuie sur cette recommandation et suggère que des alternatives à la distribution d'eau par camion soient requises pour le bétail à tous les stades du modèle GCS, y compris le transport des animaux et des rations animales jusqu'aux points d'eau au lieu d'apporter l'eau aux bêtes.

Déstockage – Durant la phase d’alarme, le prix des bêtes va commencer à baisser car un nombre croissant d’animaux sont mis en vente sur les marchés locaux. Comme l’offre de lait recule, les ménages pastoraux adoptent des régimes alimentaires davantage fondés sur les céréales, qu’ils peuvent obtenir auprès des communautés agricoles voisines. Si certains pasteurs ont d’autres sources de revenus ou peuvent recevoir des remises de fonds de parents vivant à l’étranger, la majorité des pasteurs doivent générer un revenu pour l’achat de céréales en vendant des bêtes. À mesure que la sécheresse s’intensifie et qu’un nombre toujours plus grand de bêtes affectées par la sécheresse est mis en vente, les prix accusent un recul encore plus marqué et parfois, ils s’effondrent complètement. Ainsi par exemple, dans le sud de l’Éthiopie, durant la sécheresse de 2010-2011 ayant frappé la Corne de l’Afrique, les moutons/chèvres se négociaient pour quelques kilos de maïs, alors que les céréales atteignaient plus de 250 pour cent de leur prix normal¹⁹.

À mesure que la phase d’alarme progresse et que la sécheresse s’intensifie, des interventions de déstockage de second niveau (c.-à-d. appuyées par des subventions) seront peut-être requises, en particulier pour les bêtes – les plus jeunes, les plus vieilles et les moins productives – qui ont peu de chance de survivre à la sécheresse. Le déstockage commercial de second niveau devrait être introduit lorsque les prix baissent de 40 pour cent ou plus par rapport aux valeurs saisonnières ordinaires. Toutefois, les prix ne baissent pas uniformément ; par exemple, les prix à l’exportation des bêtes de qualité – taureaux Boran, moutons Somali à tête noire et chèvres Galla – restent généralement plus élevés plus longtemps, alors que le prix des bêtes plus jeunes – qui prendront peut-être un an pour être engraisées/en état – chute plus rapidement et ce sont généralement les prix des animaux plus âgés non productifs qui baissent le plus vite. Il est donc recommandé que le déstockage commercial assorti de subventions soit d’abord introduit pour les animaux de qualité non exportables afin d’accélérer leur vente sur les marchés locaux et pour éviter l’effondrement des prix le plus longtemps possible.

Des subventions peuvent être dispensées de différentes façons. Par exemple, le gouvernement et les partenaires de développement peuvent acheter des bêtes à des prix supérieurs à ceux du marché ou à des taux subventionnés et transporter les bêtes achetées pour les distribuer à des exploitants familiaux, voire même à des pasteurs, dans des zones non affectées par la sécheresse à des fins de reproduction ou d’engraissement dans le cadre de programmes de croissance agricole ou de protection sociale. Sinon, le gouvernement et les partenaires de développement peuvent soutenir les négociants/propriétaires de parcs d’engraissement avec des coupons pour l’achat de fourrage ou de carburant – ce qui revient à réduire le coût d’engraissement des bêtes – ou fournir des paiements en espèces en échange de la preuve de l’achat et du transport d’animaux en dehors de la zone ciblée touchée par la sécheresse. Les subventions en espèces sont généralement de l’ordre de 2,5 - 5,0 dollars US pour les moutons/chèvres et de 25 à 50 dollars US pour les bovins. Lorsque des subventions en espèces sont versées aux négociants, il est important que les pasteurs du marché soient informés et qu’au moins une partie des avantages de ce paiement soit répercutée aux pasteurs eux-mêmes, car ce sont eux et non les négociants en bestiaux qui souffrent le plus cruellement de l’impact de la sécheresse. Les façons dont les pasteurs utilisent l’argent provenant des interventions de déstockage sont détaillées dans l’Encadré 3.

Encadré 3 : Utilisation de l’argent provenant du déstockage commercial

Une évaluation d’impact participative d’une intervention de déstockage commercial réalisée en 2006 dans le sud de l’Éthiopie a montré que le revenu provenant du déstockage comptait pour 54 pour cent du revenu des ménages et qu’il a servi à acheter de la nourriture, à prendre soin des bêtes, à couvrir diverses dépenses du ménage, à aider des proches parents et soit à épurer des dettes soit à augmenter l’épargne du ménage. Par ailleurs, 79 pour cent du revenu découlant du déstockage a servi à acheter des biens et services locaux et on estime à 37 pour cent la proportion qui a servi à protéger les bêtes restantes, y compris le transport des animaux vers de meilleurs pâturages loin des zones affectées par la sécheresse (Abebe et coll., 2008).

¹⁹ C’est la raison pour laquelle les partenaires de développement sont incités à recueillir des informations mensuelles sur les prix du bétail et des céréales car l’évolution des prix permet d’éclairer la prise de décisions en matière de déstockage.

À mesure que la sécheresse s'intensifie, les prix des bêtes reculent et comme un nombre croissant d'animaux ne sont pas vendus, il peut devenir nécessaire de passer au déstockage par abattage des bêtes maigres mais en bonne santé. Les versements du déstockage par abattage sont généralement fixés à 50 pour cent de la valeur saisonnière sur le marché local pour les mâles, les femelles, les jeunes bêtes et les animaux plus âgés de chaque type de bête, de manière à ce que l'intervention soit rentable et profite au plus grand nombre possible de pasteurs. Les animaux achetés devraient être marqués de façon à ce qu'ils ne puissent pas être revendus et soit distribués aux ménages ciblés pour abattage domestique et consommation, soit abattus²⁰ et la viande inspectée par un vétérinaire ou un inspecteur boucher. Le Chapitre 4 du guide pratique de la FAO et le Chapitre 4 de LEGS donnent des conseils pour les interventions à base de déstockage commercial et par abattage.

Tableau 3 : Interventions préconisées durant la phase d'alarme – modèle GCS

Phase du cycle de sécheresse	Coordination et participation	Interventions liées à l'élevage*	Autres interventions importantes
Alarme – une réduction de 50 pour cent de la production et des approvisionnements en lait est retenue pour les troupeaux mobiles des communautés pastorales et de 75 pour cent pour les troupeaux plus sédentaires	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place, surveiller et améliorer les mesures de lutte contre la sécheresse • Organiser des réunions techniques ponctuelles pour promouvoir la coordination et l'harmonisation de la riposte • Produire et diffuser des bulletins d'intervention face à la sécheresse pour les pouvoirs publics et les partenaires de développement en vue d'une redevabilité accrue et d'une meilleure mobilisation des ressources 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les traitements de routine • Selon les besoins, introduire les rations animales mais les maintenir à une échelle modeste afin d'obtenir des niveaux élevés d'optimisation des coûts • Veiller à surveiller et soutenir l'entretien et la réparation des systèmes hydrauliques • Accroître le soutien relatif au déstockage commercial • Introduire le déstockage par abattage 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour les rapports SAP et les feuilles de route • Élargir l'évaluation rapide de la nutrition et les programmes de coupons de viande et de lait pour les enfants vulnérables • Accélérer la prestation de services sociaux, y compris les programmes de protection sociale • Introduire des transferts d'argent/de nourriture réguliers

* Voir le manuel LEGS et le guide pratique de la FAO pour obtenir des informations techniques détaillées.



20 Les animaux qui sont soumis à l'abattage devraient être traités humainement, y compris au point d'abattage.

3.4 Phase d'urgence du modèle GCS – Interventions de LEGS

La phase d'urgence du modèle GCS correspond à la période lorsque les conditions de sécheresse sont les plus aiguës et le nombre de bêtes qui meurent de faim est le plus élevé. C'est la raison pour laquelle l'Outil de lutte contre la sécheresse suggère que l'indicateur clé pour marquer l'intensification de la sécheresse du stade d'alarme au stade d'urgence correspond au **début des pertes de bêtes dues à la faim**. À ce stade, tous les animaux seront maigres : les bêtes les plus jeunes et les animaux reproducteurs plus âgés en particulier seront émaciés ; certaines bêtes seront incapables de se lever sans aide le matin et, en l'absence d'une forme quelconque de supplémentation des rations alimentaires, certaines bêtes mourront. À ce stade, les coûts pour les pasteurs augmentent rapidement en raison des pertes de production – lait et potentiel reproducteur –, du recul des prix des bêtes et de la hausse des prix des aliments, jusqu'à la perte totale des animaux. Le remplacement de ces animaux est non seulement onéreux mais il prend aussi beaucoup de temps.

Durant la phase d'urgence, les structures de coordination sont encouragées à continuer d'organiser des réunions au moins toutes les deux semaines et à tenir des réunions techniques ponctuelles séparées pour chacun des domaines d'intervention : santé animale, approvisionnements en aliments pour animaux, approvisionnements en eau du bétail et déstockage. Lors des réunions périodiques, les informations de suivi et les mises à jour peuvent être mises en commun alors que les réunions techniques donnent l'occasion aux experts techniques de se rassembler pour partager leur expérience opérationnelle. Ces réunions ponctuelles peuvent aussi faciliter une meilleure coordination et harmonisation, y compris l'utilisation d'indicateurs communs, les cadres de suivi et de rapportage et le partage des évaluations précoces et de l'apprentissage. Des informations tirées des différentes réunions peuvent être mises en commun dans des mises à jour sectorielles plus larges qui sont partagées avec les pouvoirs publics et les partenaires de développement. De tels rapports et mises à jours sont importants non seulement du point de vue de la redevabilité mais aussi pour relever le profil des interventions de GCS liées à l'élevage. Il est aussi important lors de la phase d'urgence du modèle GCS que les pouvoirs publics surveillent les prix des denrées alimentaires et les régulent car bien souvent ils augmentent de façon considérable. Inévitablement, la perte de lait et de produits laitiers, de même que les prix élevés des céréales/denrées alimentaires, s'allient pour donner une situation de crise idéale pour des niveaux élevés de malnutrition.

Les conseils techniques concernant les différentes interventions en matière d'élevage qui peuvent contribuer à informer la planification et la programmation lors de la phase d'urgence sont présentés ici à des fins d'examen et résumés dans le Tableau 4.

Soutien vétérinaire – Durant la phase d'urgence du modèle GCS, il n'y a généralement pas grand-chose qui puisse être fait pour soutenir la santé animale si ce n'est de poursuivre la surveillance et le traitement des maladies par les services vétérinaires locaux. Si davantage de fonds deviennent disponibles pour la santé animale durant la phase d'urgence, il est alors préconisé d'élargir la couverture géographique au moyen de programmes à base de coupons. De tels programmes peuvent être gérés au niveau communautaire comme au niveau des ménages, les dirigeants de la communauté/du clan ayant la charge d'allouer les coupons en fonction des besoins.

Aliments pour animaux – Les interventions portant sur les aliments pour animaux sont peut-être les plus importantes des interventions d'aide d'urgence à l'élevage durant la phase d'urgence. Lorsque c'est possible, les interventions portant sur les aliments pour animaux devraient être déployées tout au long de la phase d'urgence, même si inévitablement dans le cas d'une grave sécheresse généralisée, il ne sera pas possible de fournir des aliments à toutes les bêtes affectées par la sécheresse. Une fois que les interventions portant sur les aliments pour animaux ont démarré, elles devraient se poursuivre dans la phase du relèvement lorsque les pâturages naturels redeviennent disponibles. Les rations animales sont brièvement décrites plus haut à la section sur la phase d'alarme et elles devraient rester les mêmes.

Eau pour le bétail – Les principales questions ayant trait à l'approvisionnement en eau du bétail sont détaillées dans les sections précédentes de l'Outil de lutte contre la sécheresse. L'importance du suivi des points d'eau demeure cruciale, tout comme le ravitaillement en eau par camion des populations humaines aux points d'eau particulièrement encombrés.

Déstockage – Durant la phase d’urgence, les prix du bétail accusent un net repli car un nombre sans cesse croissant de bêtes en mauvais état corporel sont mises en vente et les négociants en bestiaux sont à même de choisir les animaux qu’ils souhaitent acheter aux prix qu’ils fixent eux-mêmes – il s’agit donc d’un marché favorable aux acheteurs. À un stade de la phase d’urgence, les négociants en bestiaux finiront simplement par ne plus acheter de bêtes car ils auront rempli leurs obligations contractuelles auprès des propriétaires de parcs d’engraissement/de ranchs et des bouchers et, n’ayant plus de débouchés, ils cesseront d’acheter. À mesure que le nombre de négociants en bestiaux présents sur le marché diminue, les prix s’effondrent et les marchés cessent de fonctionner.

Lorsque les marchés s’effondrent, les autorités locales et les ONG peuvent continuer de soutenir les pasteurs en cherchant à écouler leurs animaux. Les pouvoirs publics peuvent, par exemple, acheter des animaux et les accueillir dans des fermes d’État, des ranchs et peut-être même des périmètres d’irrigation où ils pourront être remis en état pour pouvoir être vendus au marché. Une partie de la valeur ajoutée peut être partagée avec les communautés ayant initialement vendu les bêtes, comme cela s’est produit au Kenya aux termes d’accords novateurs conclus entre les pasteurs et les propriétaires de ranchs privés. Les pouvoirs publics et les ONG peuvent aussi accélérer le déstockage par abattage pour la distribution de viande à des ménages affectés par la sécheresse et, à mesure que les bêtes deviennent de plus en plus émaciées, entreprendre le déstockage par abattage cette fois pour éliminer les bêtes.

Les opérations de déstockage peuvent être mises en œuvre de manière assez rentable lorsque les animaux sont achetés à 25 pour cent de leur valeur marchande normale pour la saison²¹, et de cette façon, cela permet de veiller à ce que de l’argent soit injecté dans l’économie locale, à ce que les opportunités d’argent contre travail augmentent et à ce que les animaux soient éliminés correctement au lieu d’être abandonnés dans les parcours pour finir dans les mares et autres points d’eau en surface après l’arrivée des pluies. Bien que les bêtes ne vaillent pas grand-chose à ce stade, il est important qu’elles soient traitées et abattues de façon humaine. Il est également important que les sites d’abattage choisis soient éloignés du campement et que les animaux soient profondément enfouis dans le sol ou brûlés quotidiennement de façon à ce que les hyènes et les renards ne viennent pas se nourrir des carcasses. Les pasteurs peuvent être rémunérés pour creuser des fosses, abattre humainement les animaux émaciés et les mettre au rebut en les enfouissant ou en les brûlant dans le cadre de programmes d’argent contre travail.

Tableau 4 : Interventions préconisées durant la phase d’urgence – modèle GCS

Phase du cycle de sécheresse	Coordination et participation	Interventions liées à l’élevage*	Autres interventions importantes
Urgence – les premières pertes de bêtes dues à la faim	<ul style="list-style-type: none"> Continuer de mettre en place, surveiller et améliorer les mesures de lutte contre la sécheresse Continuer d’organiser des réunions techniques ponctuelles pour promouvoir la coordination et l’harmonisation de la riposte Continuer de produire et diffuser des bulletins d’intervention face à la sécheresse pour les pouvoirs publics et les partenaires de développement en vue d’une redevabilité accrue et d’une meilleure mobilisation des ressources 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre les soins de santé animale de routine Arrêter progressivement le déstockage commercial Accélérer le déstockage par abattage Introduire le déstockage par abattage pour la mise au rebut Élargir l’approvisionnement en aliments pour animaux 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à jour les rapports SAP et les feuilles de route Élargir les interventions en matière de nutrition. Accélérer la prestation de services sociaux, y compris les programmes de protection sociale Renforcer les transferts d’argent/de nourriture réguliers Stabiliser les prix des denrées en introduisant un plafonnement du prix selon les besoins afin d’éviter une inflation excessive

* Voir le manuel LEGS et le guide pratique de la FAO pour obtenir des informations techniques détaillées.

21 S’il est difficile de réguler le marché, il est important que ses gérants tentent de veiller à ce que les pasteurs ne vendent pas leurs animaux à des prix dérisoires parce qu’ils sont exploités par des négociants peu scrupuleux. Au besoin, les gérants du marché peuvent interdire l’accès aux marchés de certains négociants.

3.5 Phase de relèvement du modèle GCS – Interventions de LEGS

Toutes les sécheresses finissent par s'estomper avec l'arrivée de la saison des pluies. Toutefois, le passage de la phase d'urgence à la phase de relèvement est plus compliqué que la simple arrivée des pluies et c'est généralement le point de transition le plus délicat à déterminer. Le calendrier de cette transition est rendu plus difficile car beaucoup de personnes, y compris des décideurs haut placés, continuent d'associer l'arrivée de la saison des pluies comme l'indicateur premier du relèvement. Or, l'arrivée des pluies est un mauvais indicateur du point de transition pour les raisons suivantes :

- **Nature des pluies** : l'arrivée des pluies peut en fait donner lieu à de nouvelles pertes considérables de bêtes, en particulier si les pluies sont intenses et si elles tombent tout au long de la nuit et se traduisent par une chute prononcée des températures. Dans de telles conditions météorologiques, des troupeaux entiers de moutons/chèvres qui ont survécu à la sécheresse peuvent être victimes de pneumonie et de maladies respiratoires du même ordre.
- **Problèmes de santé humaine** : les pluies commenceront à recharger les points d'eau de surface, à commencer par les petites flaques. À mesure que ces flaques débordent, le ruissellement forme de petits rus saisonniers et, finalement, des systèmes fluviaux saisonniers. Ce ruissellement recharge les mares et les *hafirs* et l'eau souterraine rejoint les cours d'eau saisonniers. Les enfants et les femmes – épuisés par le transport de l'eau sur de longues distances durant la phase d'urgence – collectent généralement cette eau de surface à des fins domestiques, malgré sa potabilité variable. Cela se traduit souvent par une flambée des infections gastriques à une époque où les enfants sont déjà affaiblis par la sécheresse. Certains agents de santé suggèrent que le premier mois qui suit l'arrivée des pluies est le pire moment du point de vue des problèmes sanitaires.
- **Problèmes d'accès** : en fonction du volume et de la nature des précipitations, les zones pastorales peuvent rapidement devenir inaccessibles aux négociants, ce qui entraîne la perturbation des marchés et une augmentation du prix des denrées. Les paiements en denrées alimentaires/en espèces peuvent aussi être perturbés pour la même raison. Les pouvoirs publics et les partenaires de développement sont encouragés à planifier des distributions à l'avance – y compris l'établissement d'entrepôts et de stocks alimentaires locaux – une fois que des alertes de pluies ont été émises. Durant les périodes de pluies prolongées, les ventes de bétail peuvent aussi être perturbées – même si, au début du stade du relèvement, il est peu probable que beaucoup soient pleinement fonctionnelles.
- **Relèvement du bétail** : au plus fort de la sécheresse, les animaux peuvent avoir perdu jusqu'à 40 pour cent de leur masse corporelle et il faudra du temps pour qu'ils retrouvent leur poids. Après une grave sécheresse, il peut falloir 2 à 4 semaines pour que les pâturages se renouvèlent pour fournir de quoi brouter au bétail. L'engraissement du bétail à partir du recrû prendra généralement un certain temps pour qu'il s'adapte au nouveau régime alimentaire et il faut parfois attendre environ un mois après l'arrivée des pluies avant de constater un gain de poids notable. Une fois que les bêtes commencent à prendre du poids toutefois, on peut observer une croissance compensatrice²² qui permet aux animaux de se remettre rapidement. Le bétail touché par la sécheresse peut retrouver la totalité de sa masse corporelle dans les deux mois qui suivent l'arrivée de bonnes pluies.
- **Retour à la reproduction** : une fois les animaux matures rétablis, ils retourneront à la reproduction. La période de gestation des différents animaux varie : elle est de 5 mois pour les brebis/chèvres, 9 mois pour les vaches et 13 mois pour les chamelles ; durant cette période, il n'y aura que peu ou pas de lait disponible à la consommation des ménages et les pasteurs devront continuer de vendre des bêtes pour acheter des céréales/du grain afin de se nourrir. La taille du troupeau peut donc continuer de reculer, malgré l'arrivée de pluies saisonnières normales ou supérieures à la normale.

22 La croissance compensatrice, aussi appelée développement compensateur, est une croissance accélérée d'un organisme après une période de développement ralenti, particulièrement du fait d'un manque de nutriments. Wikipedia, consulté en décembre 2017.

Il existe donc un argument convaincant pour dire que l'indicateur qui devrait déclencher le passage à la phase de relèvement dans le modèle GCS serait **lorsque le troupeau commence à produire des petits et lorsque les rendements de lait reviennent à 50 pour cent de la moyenne saisonnière**. On peut comprendre que lorsque les pertes de bêtes ont dépassé 40 pour cent du troupeau, cela peut prendre plusieurs années et beaucoup de troupeaux n'auront pas eu le temps de se remettre complètement avant l'arrivée de la prochaine sécheresse.

Les conseils techniques concernant les différentes interventions en matière d'élevage qui peuvent contribuer à informer la planification et la programmation lors de la phase de relèvement, et en particulier aider à reconstruire des troupeaux viables, sont présentés ici à des fins d'examen et résumés dans le Tableau 5.

Soutien vétérinaire – Il est important de maintenir les troupeaux en bonne santé car non seulement ils sont plus productifs du point de vue du gain de poids et de la production de lait, mais aussi les animaux en bonne santé se reproduisent plus régulièrement et produisent une progéniture en meilleure santé. De bons services de prestations de soins de santé animale par des vétérinaires privés locaux, des para-vétérinaires et des ACSA, lorsque c'est possible, peuvent donc jouer un rôle important dans la reconstitution du cheptel, notamment la fourniture de services de vaccination de routine et peut-être un service à base de coupons pour soutenir le traitement des maladies non infectieuses et la lutte contre les parasites. Grâce à l'accès à des pâturages en voie de renouvellement et à la protection contre les maladies et les parasites, on peut s'attendre à ce que les brebis/chèvres produisent deux petits chaque année et les vaches un veau. Par conséquent, sur une période de 12 mois, l'effectif du troupeau peut sensiblement augmenter. De bons soins de santé animale peuvent donc être considérés comme une intervention complémentaire rentable pour soutenir la reconstitution du troupeau.

Approvisionnement en eau et en aliments pour animaux – Au cours de la phase de relèvement, il n'y a pas grand-chose qui puisse être fait sous forme d'interventions supplémentaires d'urgence pour approvisionner le bétail en eau et en aliments pour animaux – bien que la fourniture de blocs à lécher pour accélérer le relèvement soit utile et puisse peut-être être encouragée dans le cadre d'un relèvement plus vaste. L'attention peut donc revenir sur les interventions de développement associées à la phase normale du modèle GCS, y compris la gestion participative des pâturages.



Déstockage – Dans la plupart des cas, toutes les formes de déstockage devraient être interrompues 3 à 4 semaines après l'arrivée de bonnes pluies saisonnières, car les pâturages peuvent soutenir la croissance compensatrice et le plein recouvrement de l'état corporel du bétail. À mesure que les animaux se remettent, il en va de même des marchés et des prix et, par conséquent, le déstockage n'a plus lieu d'être, tout au moins du point de vue des pasteurs. Si toutefois le prix des bêtes ne revient pas rapidement à 60 pour cent ou plus de la norme pour la saison, alors le déstockage pourra être continué, en privilégiant le déstockage par abattage à des fins de consommation. L'intervention aidera à étayer les prix et jouera également un rôle de soutien intéressant pour la nutrition des enfants.

Restockage – Le restockage était une intervention systématique lors des programmes d'aide d'urgence à l'élevage dans les années 1980 et 1990. Dans certains cas, 10 à 15 animaux étaient donnés aux ménages bénéficiaires pour les aider à accélérer le processus de reconstitution du troupeau ; alors que dans d'autres, un troupeau de 40 ovins/caprins, avec 1 à 2 ânes et de la nourriture pour au moins 6 mois étaient distribués aux ménages pauvres et très pauvres afin de réduire la nécessité pour la famille récipiendaire d'avoir à vendre des animaux pour couvrir les besoins de nourriture du ménage²³. Les coûts du restockage d'un seul ménage pouvaient donc varier de 500 à 1 200 dollars US, ce qui est considérable. Des recherches portant sur les résultats du restockage pour les moyens d'existence dans le district du Turkana ont fait ressortir des progrès variables – certains ménages ayant bénéficié d'un restockage s'en sortaient bien mais, pour d'autres, la situation était encore très compliquée. En particulier, ces recherches ont montré que les ménages chroniquement pauvres ayant vécu dans des centres de négoce et des bourgades depuis plusieurs années s'en sortaient particulièrement mal (Mace, 1989). Ces conclusions ont provoqué un changement de raisonnement et, peu à peu, le financement destiné au restockage a diminué.

Tout en reconnaissant les défis associés au restockage, l'Outil de lutte contre la sécheresse reconnaît le besoin d'accroître le soutien accordé aux ménages pastoraux qui ont été frappés par de multiples sécheresses, afin qu'ils puissent – s'ils le souhaitent – revenir à un mode de vie pastoral. L'assistance peut être sous forme de bêtes ou de versements en espèces répétés qui permettent aux ménages soigneusement ciblés, capables de faire preuve d'un véritable engagement envers le pastoralisme, d'acheter différents types d'animaux résistants à la sécheresse (ovins/caprins, ânes et chameaux) et de se réinstaller comme pasteurs. Pour réussir, il pourra être nécessaire d'inclure des modalités de partage des coûts avec les clans de manière à ce qu'ils sélectionnent et assument une part de responsabilité dans le soutien de ces ménages pour qu'ils reviennent dans le giron du système pastoral, y compris, le cas échéant, le don d'au moins un groupe essentiel d'animaux par eux-mêmes. Lorsque des interventions de ce type sont tentées, il est particulièrement important de surveiller les progrès sur 3 à 5 ans afin d'évaluer de façon plus détaillée si ces initiatives sont viables ou non.

Tableau 5 : Interventions préconisées durant la phase de relèvement – modèle GCS

Phase du cycle de sécheresse	Participation	Interventions liées à l'élevage*	Autres interventions
Relèvement – les troupeaux commencent à produire des petits et les rendements de lait reviennent à 50 pour cent de la moyenne saisonnière	<ul style="list-style-type: none"> Continuer de mettre en place, surveiller et améliorer les mesures de relèvement Organiser des groupes de travail ponctuels sur le restockage et la reconstitution du cheptel 	<ul style="list-style-type: none"> Continuer de soutenir les services de soins de santé animale pour promouvoir le relèvement du troupeau Mettre fin au déstockage Envisager le restockage – peut-être en utilisant des approches par recouvrement des coûts – pour aider les pasteurs à reconstruire leurs moyens d'existence 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports SAP et feuilles de route actualisées Diminuer la riposte d'urgence à mesure que les moyens d'existence reviennent à la normale Revenir au développement et à des prestations de services normales

* Voir le manuel LEGS et le guide pratique de la FAO pour obtenir des informations techniques détaillées.

23 Oxfam Kenya était l'un des principaux partenaires de mise en œuvre.

4. DÉFIS POLITIQUES

Outre la fourniture d'informations utiles sur les sécheresses, leur gravité et leur impact, la frise des sécheresses à la Section I donne des détails sur les récentes ripostes améliorées – y compris l'introduction de systèmes d'alerte précoce et de transferts monétaires. La frise offre aussi un éclairage sur l'introduction d'interventions d'aide d'urgence à l'élevage. Si l'on s'attend à ce que l'adoption de bonnes pratiques donne lieu à une accélération des progrès, il faut encore des améliorations des politiques pour créer un environnement plus favorable à l'obtention plus rapide de meilleurs résultats. Les principaux domaines politiques qui nécessitent un renforcement sont les suivants :

4.1 Intégration du modèle GCS et de LEGS

Pour consolider les bons progrès réalisés ces dernières années, il est important que des améliorations soient faites en vue de l'intégration du modèle GCS et de LEGS dans les systèmes de gestion des risques de sécheresse par les pouvoirs publics – y compris, sans pour autant s'y limiter, des agences nationales comme l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NMDA) ou la Commission nationale pour la gestion des risques de catastrophe (NDRMC) ; les ministères pertinents ; les autorités locales ; les agences onusiennes ; et les partenaires de développement locaux et internationaux.

Afin d'y parvenir, il faudra que les organes gouvernementaux fournissent une formation sur le tas et développent des programmes de formation pour les universités et les collèges au sein des spécialisations suivantes : gestion des risques de catastrophe (GRC), géographie, développement international, planification urbaine, situations d'urgence, zones arides, agriculture, fourniture de services dans les zones arides, protection sociale et sciences vétérinaires. Des diplômés correctement formés, employés par le gouvernement et les partenaires de développement, seront mieux à même de faciliter et de soutenir l'adoption de bonnes pratiques de gestion de la sécheresse.

Les partenaires de développement sont encouragés à promouvoir l'intégration par le biais de subventions pour le renforcement des capacités, y compris pour l'élaboration de programmes d'études.

4.2 Équipes de coordination

Si des progrès ont été réalisés afin d'améliorer les niveaux de coordination dans les situations d'urgence dues à la sécheresse, y compris par les travaux de la NDMA au Kenya et de la NDRMC en Éthiopie, bien d'autres choses restent à faire pour améliorer les niveaux d'intégration et l'harmonisation des approches sur la base de recherches fondées sur la preuve. Si l'on se tourne vers l'avenir, les agences pourraient travailler ensemble, par exemple l'une prenant l'initiative en matière de déstockage tandis que d'autres préparent et déploient des interventions coordonnées et bien orchestrées pour la fourniture d'aliments aux animaux.

Afin de faire le genre de progrès requis, il serait bon que les agences gouvernementales et les ministères mettent en place des cellules séparées de coordination en cas de sécheresse qui ne soient pas tenues de s'impliquer dans la mise en œuvre des projets. Au lieu de cela, ces cellules concentreraient leur énergie sur l'amélioration des SAP, l'analyse des SAP, le leadership, la coordination, la formation et le renforcement des capacités, le suivi, les recherches et l'apprentissage, la documentation et le partage d'informations.

La même chose pourrait être faite au sein du système de clusters humanitaires de l'ONU, avec des agences onusiennes pour créer et maintenir des équipes techniques indépendantes de coordination pour la santé, l'éducation, l'EAH, l'agriculture, le bétail, etc., afin de veiller à ce que l'orientation stratégique et technique soit indépendante et les bonnes pratiques fondées sur la preuve ; à l'heure actuelle, la majeure partie des conseils prodigués est influencée par l'intérêt des agences.

4.3 Financement précoce et souple

Le besoin d'un financement précoce et souple dans les zones affectées par la sécheresse a été reconnu de longue date, surtout peut-être par les agences ayant adopté le modèle GCS comme cadre de développement. En 2012, l'Équipe humanitaire nationale pour l'Éthiopie (EHCT) a publié un article sur le financement souple pour l'action humanitaire dans les zones de vulnérabilité chronique (EHCT, 2012), qui identifiait un certain nombre de principes directeurs alignés sur les bons principes du forum de bailleurs de fonds Good Humanitarian Donorship²⁴ et comprenait les points suivants :

- Fonder le financement sur l'alerte précoce/les prévisions et non sur les indicateurs humanitaires
- Élargir et introduire des accords de financement pluriannuels, surtout pour les partenaires humanitaires et de moyens d'existence
- Élargir la flexibilité du financement du développement d'une part et humanitaire d'autre part pour pouvoir s'adapter à l'évolution de la situation
- Introduire des modificateurs de crise, ou un financement d'amorçage, dans les propositions de développement pour permettre de réagir à l'évolution des besoins
- Élargir le soutien au financement des ripostes humanitaires pour des interventions rapides, y compris une flexibilité accrue permettant un accès rapide et des versements complémentaires en guise de fonds modificateur de crise.

Surtout, l'article concluait que « la responsabilité première au sein de la communauté des bailleurs de fonds en vue de renforcer la résilience dans les zones de vulnérabilité chronique repose sur les bailleurs de fonds du développement ».

Si des progrès réguliers ont été accomplis dans l'ensemble de la Corne de l'Afrique pour accroître le niveau de souplesse du financement, ou comme on l'a aussi décrit, la réaffectation des ressources, trop de bailleurs internationaux continuent d'exiger que leurs partenaires de mise en œuvre exécutent des interventions de développement ou des interventions relevant de la phase normale durant les phases d'alerte, d'alarme, d'urgence ou de relèvement, car les systèmes d'exploitation et de redevabilité restent trop rigides.

4.4 Soutenir à la fois la mobilité et la sédentarisation

L'Union africaine a donné son aval à un cadre pastoral (AU, 2010) et l'IGAD a créé un Centre pour le développement de l'élevage et les zones pastorales (ICPALD)²⁵. Toutefois, les progrès accomplis dans la validation et la protection du pastoralisme en tant que système de production, au niveau des États membres de l'IGAD, sont quelque peu inégaux, avec des percées réalisées dans certains domaines et moins dans d'autres. Par exemple, certains responsables politiques de haut niveau dans la région continuent de défendre la sédentarisation et la villagisation comme des trajectoires de développement de « niveau supérieur ».

Dans le même temps, un nombre croissant de pasteurs – en particulier des pasteurs pauvres et très pauvres – s'installent dans les nombreux centres de négoce et bourgades que l'on a vu fleurir dans les zones arides de la région au cours des 20 dernières années et plus. Malgré le fait que nombre de ces établissements existent depuis un certain temps déjà, les niveaux et la qualité de prestations de services restent notoirement médiocres dans certaines régions. Compte tenu des opportunités économiques limitées, les communautés font partie des plus pauvres et des plus vulnérables du continent ; par conséquent, il n'est peut-être pas surprenant que beaucoup d'individus soient « poussés » vers des emplois mal payés, saisonniers et à « haut risque » – emplois occasionnels, travaux domestiques y compris pour un grand nombre de migrants, contrebande, et même recrutement dans des groupes militants. D'autres se livrent à des activités qui exercent un impact néfaste sur l'environnement local – comme la collecte de bois de feu à des fins commerciales et la production de charbon de bois – activités qui, si elles sont autorisées à continuer sans réglementation, se traduiront par une accélération de la dégradation de l'environnement.

Ce sont les raisons pour lesquelles l'Outil de lutte contre la sécheresse encourage les États membres de l'IGAD à reconnaître la contribution économique faite par le pastoralisme – plus de 1 milliard de dollars

US ne serait-ce que dans les ventes annuelles de bêtes (Little, 2013) – et, ayant approuvé le pastoralisme comme un moyen d'existence viable pour les ménages ayant de gros troupeaux diversifiés, les Etats membres devraient systématiquement fournir des services fixes et mobiles innovants et appropriés²⁶ en matière de santé/nutrition, d'éducation et autres services sociaux associés pour ceux qui continuent de pratiquer un mode de vie nomade. Pour ceux qui se sont sédentarisés, cet Outil de lutte contre la sécheresse promeut des investissements appropriés dans d'autres moyens d'existence non tributaires de l'élevage. Toutefois, avant tout, il est crucial que ces investissements n'aient pas d'impacts adverses sur la production pastorale mobile comme cela a été le cas dans le passé, y compris, par exemple, des périmètres d'irrigation à grande échelle déplorablement situés dans des zones prisées de pâturages de saison sèche.



24 <https://www.ghdinitiative.org/>

25 <https://icpald.org/wp-content/uploads/2016/.../ICPALD-2016-2020-Strategic-Plan.pdf>

26 Même en étant mobiles, la majorité des pasteurs suivent généralement les mêmes grands axes et peuvent donc accéder à des prestations de services à point fixe à certaines époques de l'année.

RÉFÉRENCES

- **Abebe, D., Cullis, A., Catley, A., Aklilu, Y., Mekonnen, G. et Ghebrechirstos, Y. (2008)** Impact of commercial restocking relief intervention in Moyale district, southern Ethiopia. *Disasters* 32(2): 167-189, cité dans LEGS (2014).
- **Bekele, G. et Abera, T. (2008)** Livelihoods-based Drought Response in Ethiopia: Impact Assessment of Livestock Feed Supplementation. Feinstein International Centre, Tufts University cité dans LEGS (2014).
- **Catley, A., Admassu, B., Bekele, G. et Abebe, D. (2014)** Livestock mortality in pastoralist herds in Ethiopia and implications for drought response. *Disasters* 38(2): 500-516.
- **Central Statistical Agency (CSA) [Éthiopie] et ICF (2016)** Ethiopia Demographic and Health Survey 2016. Addis-Abeba, Éthiopie et Rockville, Maryland, États-Unis : CSA et ICF. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR328/FR328.pdf>
- **DRM ATF (2011)** Technical Briefing Paper - Livestock Feed Supplementation.
- **DRM ATF (2012)** Guidance Note.
- **EHCT (2012)** Aide Memoire: Flexible financing for humanitarian response in areas of chronic vulnerability. Examples of donor best practice in Ethiopia.
- **FAO (2016)** Livestock-related interventions during emergencies – The how-to-to-it manual. Sous la direction de Philippe Ankers, Suzan Bishop, Simon Mack et Klaas Dietze. FAO Animal Production and Health Manual No. 18, Rome. <http://www.fao.org/3/a-i5904e.pdf>
- **Flintan, F. et Cullis, A. (2010)** Introductory Guidelines to Participatory Rangeland Management in Pastoral Areas. (With assistance from Members of the Natural Resource Management Technical Working Group) Addis-Abeba, Éthiopie.
- **Gobu, L., Simachew, K., Binet, F. et Abdirashid, S. (2015)** Linking Livestock Interventions to Community-based Nutrition Initiatives in Emergency Settings: The case of Emergency Veterinary Support Program in Kebridehar and Shilabo Districts in Somali Region.
- **LEGS (2014)** Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage, 2^e édition. Rugby, Royaume-Uni : Practical Action Publishing. <http://dx.doi.org/10.3362/9781780448602>
- **Little, P. (2013)** How pastoralists perceive and respond to market opportunities: the case of the Horn of Africa. Emory University. https://pim.cgiar.org/files/2013/11/01_Little_Pastoralists-market-opportunities.pdf
- **Mace, R. (1989)** Gambling with goats: variability in herd growth among restocked pastoralists in Kenya. Imperial College, Londres.
- **Mutungi, P.M. (2005)** External Evaluation of the ICRC Veterinary Vouchers Systems for Emergency Interventions in Turkana and West Pokot Districts. Comité international de la Croix-Rouge, (CICR) Nairobi cité dans LEGS (2014).
- **Open Society Initiative for Eastern Africa, The (OSIEA) (2017)** A community's sense of self-determination: how pastoral communities are breaking barriers to secure their livelihoods to attain food security. https://www.osiea.org/amplifying_voices/a-communitys-sense-of-self-determination-how-pastoral-communities-are-breaking-barriers-to-secure-their-livelihoods-to-attain-food-security/
- **Projet Sphère (2011)** La Charte humanitaire et les standards minimums de l'intervention humanitaire (le manuel Sphère), Le Projet Sphère, Genève, Practical Action Publishing, Rugby. <http://www.sphereproject.org/handbook/>

- **République du Kenya (2012)** Kenya Post-Disaster Needs Assessment (PDNA) 2008-2011 Drought. (Avec le soutien technique de l'Union européenne, des Nations Unies et de la Banque mondiale). <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Kenya%20PDNA%20-%20Final.pdf>
- **Sadler, K. et Catley, A. (2009)** Milk Matters: the role and value of milk in the diets of Somali pastoralist children in Liben and Shinile, Ethiopia. Feinstein International Center, Tufts University et Save the Children, Addis-Abeba. <http://fic.tufts.edu/publication-item/milk-matters-3/>
- **Save the Children International et Oxfam (2012)** Un retard dangereux – Le coût d'une réponse tardive à des alertes précoces lors de la sécheresse de 2011 dans la Corne de l'Afrique. Document d'information conjoint, Oxfam Publications. <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp-dangerous-delay-horn-africa-drought-180112-fr.pdf>
- **Strategic Advisory Group (SAG) (2017)** Livestock Fodder and Feed Price Brief. Disaster Risk Management – Agriculture Task Force, Addis-Abeba, Éthiopie.
- **Union africaine (2010)** Cadre stratégique pour le pastoralisme en Afrique : Sécuriser, protéger et améliorer les vies, les moyens de subsistance et les droits des communautés pastorales. Département de l'Économie rurale et de l'Agriculture.

ANNEXE I : APERÇU DE L'OUTIL CONTRE LA SÉCHERESSE – RÉSUMÉ DES INTERVENTIONS LEGS PRÉCONISÉES DURANT LE CYCLE GCS

Voir le manuel LEGS et le guide pratique de la FAO pour obtenir des informations techniques détaillées.

Tableau 1 : Interventions préconisées durant la phase normale – modèle GCS

Phase du cycle de sécheresse	Coordination et participation	Interventions liées à l'élevage	Autres interventions importantes	Soutien administratif
Normal	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier des interventions appropriées de gestion de la sécheresse • Entreprendre des formations et une planification d'urgence associées 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les services communautaires de santé animale – former des para-vétérinaires/ établir des pharmacies privées • Améliorer la production et la productivité des pâturages, plus précisément améliorer les pâturages tournants saisonniers • Améliorer les routes et les infrastructures associées pour la commercialisation du bétail 	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser les rapports SAP • Élargir les initiatives de diversification des moyens d'existence – alphabétisation des adultes, formation aux compétences commerciales de base • Renforcer les services sociaux, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - santé – y compris la santé maternelle et infantile et la santé génésique - éducation - nutrition - protection sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Les administrateurs doivent identifier des entrepreneurs offrant des services liés à la sécheresse et rédiger des contrats qui peuvent être activés en fonction des besoins tout au long du cycle de sécheresse. Ces contrats devraient être passés en revue et actualisés tous les ans

Tableau 2 : Interventions préconisées durant la phase d'alerte – modèle GCS

Phase du cycle de sécheresse	Coordination et participation	Interventions liées à l'élevage	Autres interventions importantes	Soutien administratif
Alerte – alertes répétées d'un SAP faisant état ou prévoyant des pluies saisonnières consécutives médiocres ou la probabilité accrue d'un puissant épisode La Niña l'année suivante	<ul style="list-style-type: none"> • Confirmer les plans d'urgence/de gestion du cycle de sécheresse • Entreprendre un ciblage des bénéficiaires • Mettre en place, surveiller et améliorer les mesures d'alerte • Informer les bailleurs de fonds, les décideurs et les éleveurs de la situation et des tendances probables 	<ul style="list-style-type: none"> • suspendre progressivement le programme de vaccination et introduire des soins vétérinaires cliniques à base de coupons • Soutenir la transhumance/ l'acheminement des bêtes en dehors des zones en butte à la sécheresse • Soutenir la commercialisation des bêtes par la baisse/le retrait des taxes à la vente et autres taxes associées • Commencer un déstockage commercial 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour les rapports SAP et les feuilles de route • Mener une évaluation rapide de la nutrition et soutenir les programmes de coupons de viande et de lait pour les enfants vulnérables • Accélérer la prestation de services sociaux, y compris les programmes de protection sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Les administrateurs font le point de la situation et, le cas échéant, démarrent la contractualisation des prestataires de services

Tableau 3 : Interventions préconisées durant la phase d'alarme – modèle GCS

Phase du cycle de sécheresse	Coordination et participation	Interventions liées à l'élevage	Autres interventions importantes
<p>Alarme – une réduction de 50 pour cent de la production et des approvisionnements en lait est retenue pour les troupeaux mobiles des communautés pastorales et de 75 pour cent pour les troupeaux plus sédentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place, surveiller et améliorer les mesures de lutte contre la sécheresse • Organiser des réunions techniques ponctuelles pour promouvoir la coordination et l'harmonisation de la riposte • Produire et diffuser des bulletins d'intervention face à la sécheresse pour les pouvoirs publics et les partenaires de développement en vue d'une redevabilité accrue et d'une meilleure mobilisation des ressources 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les traitements de routine • Selon les besoins, introduire les rations animales mais les maintenir à une échelle modeste afin d'obtenir des niveaux élevés d'optimisation des coûts • Veiller à surveiller et soutenir l'entretien et la réparation des systèmes hydrauliques • Accroître le soutien relatif au déstockage commercial • Introduire le déstockage par abattage 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour les rapports SAP et les feuilles de route • Élargir l'évaluation rapide de la nutrition et les programmes de coupons de viande et de lait pour les enfants vulnérables • Accélérer la prestation de services sociaux, y compris les programmes de protection sociale • Introduire des transferts d'argent/de nourriture réguliers

Tableau 4 : Interventions préconisées durant la phase d'urgence – modèle GCS

Phase du cycle de sécheresse	Coordination et participation	Interventions liées à l'élevage	Autres interventions importantes
<p>Urgence – les premières pertes de bêtes dues à la faim</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer de mettre en place, surveiller et améliorer les mesures de lutte contre la sécheresse • Continuer d'organiser des réunions techniques ponctuelles pour promouvoir la coordination et l'harmonisation de la riposte • Continuer de produire et diffuser des bulletins d'intervention face à la sécheresse pour les pouvoirs publics et les partenaires de développement en vue d'une redevabilité accrue et d'une meilleure mobilisation des ressources 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les soins de santé animale de routine • Arrêter progressivement le déstockage commercial • Accélérer le déstockage par abattage • Introduire le déstockage par abattage pour la mise au rebut • Élargir l'approvisionnement en aliments pour animaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour les rapports SAP et les feuilles de route • Élargir les interventions en matière de nutrition. Accélérer la prestation de services sociaux, y compris les programmes de protection sociale • Renforcer les transferts d'argent/de nourriture réguliers • Stabiliser les prix des denrées en introduisant un plafonnement du prix selon les besoins afin d'éviter une inflation excessive

Tableau 5 : Interventions préconisées durant la phase de relèvement – modèle GCS

Phase du cycle de sécheresse	Participation	Interventions liées à l'élevage	Autres interventions
<p>Relèvement – les troupeaux commencent à produire des petits et les rendements de lait reviennent à 50 pour cent de la moyenne saisonnière</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer de mettre en place, surveiller et améliorer les mesures de relèvement • Organiser des groupes de travail ponctuels sur le restockage et la reconstitution du cheptel 	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer de soutenir les services de soins de santé animale pour promouvoir le relèvement du troupeau • Mettre fin au déstockage • Envisager le restockage – peut-être en utilisant des approches par recouvrement des coûts – pour aider les pasteurs à reconstruire leurs moyens d'existence 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports SAP et feuilles de route actualisées • Diminuer la riposte d'urgence à mesure que les moyens d'existence reviennent à la normale • Revenir au développement et à des prestations de services normales



LEGS

Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage

Le Projet LEGS
c/o Vetwork UK
Vesey Farm
Little Clacton Road
Great Holland
Essex CO13 0EX
Royaume-Uni

Site Internet :

www.livestock-emergency.net

E-mail :

Coordinator@livestock-emergency.net

Suivez-nous sur Twitter :

 [@TheLEGSPROject](https://twitter.com/TheLEGSPROject)

